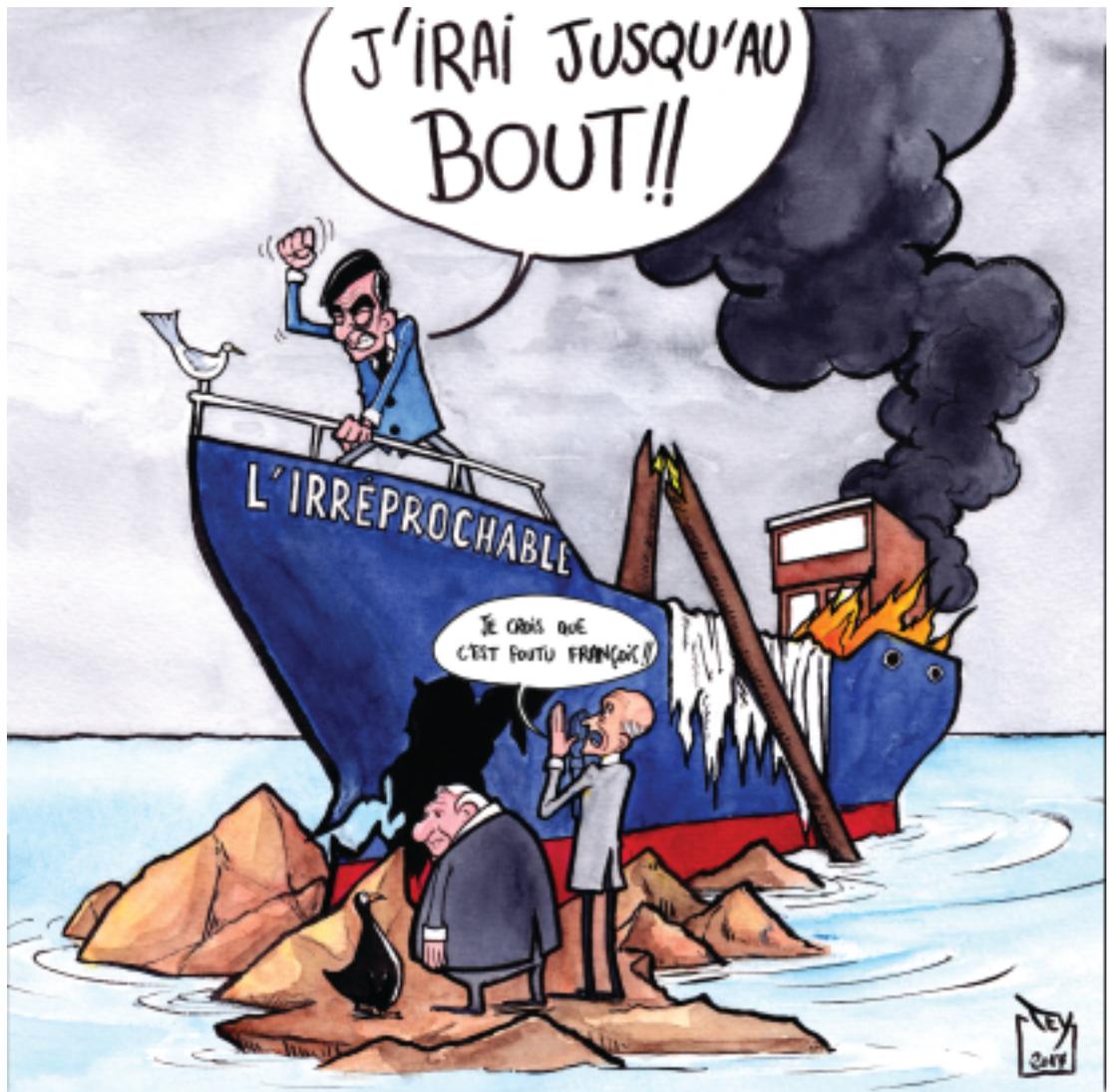


ANARCHO SYNDICALISME

ISSN 1240-0009
CCPAP 0921 S89086

LA FICTION
AU POUVOIR



/// EDITO /// LA FICTION AU POUVOIR /// VIOLENCE D'ETAT /// AULNAY-SOUS-BOIS : LA BARBARIE DE L'ETAT /// APRES 30 ANS DE "BAVURES"... /// CRISE DES REFUGIES /// DELIT DE SOLIDARITE /// GREEN WASHING /// DU CAPITALISME VERT
/// ELECTIONS /// ABSTENTION ! /// DOSSIER : COMBATTRE L'OBSCURANTISME /// LE RETOUR NAUSEABOND DE LA RACE ///
LE LIVRE NOIR DES RELIGIONS /// ENTRETIEN AVEC MAITRE CASERO? AVOCAT D'EBRU FIRAT /// LE SANG SYRIEN : UN IN-
GREDIENT DE LA SAUCE ELECTORALE DE MELANCHON /// NECROLOGIE /// PORTRAIT DE JOSE LUIS GARCIA RUA
/// ABSTENTION /// LES MOUTONS

2 EUROS /// N°153
MARS - AVRIL 2017

CNT AIT | RESISTANCE POPULAIRE AUTONOME

LA FICTION AU POUVOIR

Le spectacle électoral vient-il de commencer sur les chapeaux de roues lorsqu'il éclabousse déjà la classe politique. Les anarchistes le répètent depuis fort longtemps, le pouvoir corrompt. Dans les années 1970, le Canard Enchaîné avait, déjà, réactualisé cet aphorisme au cours de l'affaire Aranda en écrivant que «le Pouvoir est toujours de boue». Quelques décennies de scandales plus tard, essayons d'aller au delà du simple calembour pour tenter de comprendre les soubassements idéologiques d'un scandale permanent. Qu'est-ce qui fait que tant de boue tienne toujours debout ?

Nous avons bien entendu que si le pouvoir est toujours debout, c'est parce que nous restons à genoux. Mais c'est que l'affaire du travail fictif de Pénélope nous renvoie à autre chose. Ce pouvoir de boue ne serait-il debout que parce que la majorité le considère comme tel ?

En effet, toute institution est imaginaire et, à ce titre, il est logique qu'elle produise un travail fictif. Pour être précis, si nous parlons de travail à son sujet, nous commettons un abus de langage. L'idéologie dominante a clairement récupéré, à son profit, tout le capital symbolique du mot. En effet, une institution ne travaille pas, elle fonctionne ... quand fonctionne la croyance à sa fiction. Dans ce schéma, ce sont les croyants qui paient. En effet, l'institution, que ce soit l'Église ou l'État, a introduit l'idée qu'elle effectue une action éminemment utile et nécessaire, comme "travailler" pour que nos âmes aillent au paradis ou pour relancer l'économie ; ce qui par conséquent compterait plus que le travail réel. Comme souvent en matière d'exploitation des hommes, les choses se font petit à petit, mais toujours dans le même sens. Ainsi, au départ, les indemnités

parlementaires étaient-elles bien plus modestes car justifiées par l'intention de permettre aux ouvriers d'exercer les fonctions électives. Aujourd'hui, combien d'ouvriers à l'assemblée ou au sénat ? Concrètement, ces indemnités et leurs attributs successifs sont devenus des sources d'enrichissement pour une caste sociale. Voilà pourquoi le travail des politiciens, si fictif soit-il, paie bien plus que le travail productif des travailleurs, aussi réel soit-il !

Comme par hasard, dans des discours pleins de promesses, il a beaucoup été question de travail, ou plutôt de non-travail, de la part de gens qui font de leur non-travail une source d'enrichissement ; ce qui n'est pas étonnant. À les écouter, il semblerait que le travail tende à disparaître. Certes, les délocalisations dont ils sont directement responsables, d'un côté, et l'augmentation de la productivité à laquelle ils sont totalement étrangers, de l'autre, ont fait œuvre de mutations. Mais, il n'en reste pas moins que des millions de tâches pénibles ont toujours besoin de main-d'œuvre et, dans certains domaines comme celui de la santé ou de l'accompagnement des anciens, ces besoins sont en réelle augmentation. Bien entendu, les personnes employées à ces

travaux réels ont été invisibilisées par le pouvoir. Mais ce n'est pas parce que les politiciens nous méprisent que nous n'existons pas.

Alors est réapparue, chez certains des candidats à la roue de la fortune, cette vieille rengaine du revenu universel, couplée à celle du robotisme. Résumons cette pensée si peu complexe qu'elle en paraît, elle aussi, fictive ou, plutôt, science-fictionnelle. Les robots (Et qui les fabriquera ? Et qui les entretiendra ?) travailleront à notre place et nous recevrons alors un revenu universel. En fait, ce sera un revenu de survie minable et financé par cette automatisation généralisée. Mais les Pénélopes, et il faut en parler au pluriel car il serait injuste de laisser au singulier celle par qui la toile s'est déchirée, nous disent tout autre chose. Elles disent clairement à tout le monde (et même aux croyants) que, pour le politicien, blablater et tenir salon légitimerait un "travail" ; et, ce travail, certes intangible selon l'expression hardie de l'avocat du couple Féllon, mériterait d'être grassement rétribué. Dans un tel contexte idéologique où ceux qui proposent de mettre un terme à toute perspective d'emploi, pour une grande partie de la population en lui distribuant quelques miettes, sont aussi ceux qui profitent de tels privilèges. En définitive, le concept de revenu universel nous renvoie non pas à l'avenir mais au passé. Un passé qui a transformé, en pierre, la boue du pouvoir. À l'époque, il y avait les aristocrates, les esclaves et la plèbe. Aujourd'hui, il y a les Pénélopes, les robots et ... le reste. ///

ANARCHOSYNDICALISME !

CNT/AIT, 7 rue St Rémésy, 31000 Toulouse
contact@cntaittoulouse.lautre.net

ABONNEMENTS

Tarif normal : 10€

Abonnement de soutien : 20€

Chèques à l'ordre de :

CDES - CCP 3087 21 H Toulouse

À l'adresse : CDES, 7 rues St Rémésy 31000 Toulouse

Pour tout problème d'abonnement :

abonnement@cntaittoulouse.lautre.net

POUR SAVOIR SI VOUS ETES A JOUR DE VOTRE ABONNEMENT :

Le numéro qui figure en bas de la bande -adresse est le dernier numéro compris dans votre abonnement. S'il est inférieur au numéro de publication qui figure sur la couverture, vous êtes en retard. N'hésitez pas à nous signaler toute erreur.

REPRODUCTION DES ARTICLES
 LA REPRODUCTION DE NOS ARTICLES EST LIBRE
 SOUS RESERVE D'ÊTRE PRÉCÉDÉ DE LA MENTION :
 "Anarchosyndicalisme ! 153 Mars - Avril 2017
cntaittoulouse.lautre.net"

ANARCHOSYNDICALISME ! publication bi-mestrielle de la CNT-AIT Grand Sud
 7 rue St Rémésy 31000 Toulouse - imprimé le 23 février 2017 sur les presses d'Axion-
 Repro 9 rue Bessières, Montauban- directeur de la publication : Entremond Nicole

AULNAY-SOUS-BOIS : LA BARBARIE DE L'ETAT

Jeu-di 02 février, vers 16h, la situation est très tendue dans la cité des 3000. Les sirènes de police hurlent, les jeunes sont surexcités. Après un gazage méticuleux aux abords d'un collège du quartier, où étaient rassemblés des jeunes de 11 à 15 ans qui sortaient tranquillement de cours, la BST, la brigade spécialisée de terrain, interpelle un jeune homme de 22 ans, Théo, qui s'en sort avec une déchirure du muscle sphinctérien et une lésion de 10 cm du colon suite à un coup de matraque dans l'anus ; tout cela assorti d'une ITT de 60 jours, avec de probables séquelles irréversibles. Ce fait, qui a tendance à devenir courant en Seine St Denis a logiquement déclenché une vague de protestation et de colère chez les habitants. A savoir qu'il y a quelques mois, c'est un habitant de Drancy qui avait subi le même traitement de la part de la police municipale.

En effet, la justice a mis un temps certain à décider de poursuivre les policiers pour viol. Le procureur, suivi par la police des polices, ont argués que l'introduction de la matraque dans l'anus du jeune homme était "involontaire", et ne constituait donc pas un viol. Ces personnes, qui ne connaissent visiblement pas les textes de loi sur le viol, pensent donc qu'un des crimes les plus graves qui soit dans le code pénal ne mérite pas d'être jugé par une cour d'assise. Les arguments laissent pantois : le pantalon du jeune Théo aurait glissé tout seul sur ses genoux et le coup de matraque serait entré tout seul dans l'anus. On reconnaît bien là le type d'argumentaire pitoyable des violeurs.

Le procureur s'est retenu d'ajouter que Théo était consentant, et que de toutes manières, habillé comme il l'était, il fallait pas qu'il s'étonne ...

Suite à ces décisions, nous avons eu la surprise de voir que le maire, pourtant ancien secrétaire général d'un syndicat de flics et responsable des questions de sécurité chez Les Républicains, soutenait fermement la famille et demandait que les faits soient correctement qualifiés de viol. Bien sûr, son argument était que Théo est un jeune sans histoire et parfaitement intégré. Espérons que sa réaction eût été la même s'il était s'agit d'un délinquant, car rien ne peut justifier un viol, pas même le caractère hors-la-loi de la victime.

Mais cette prise de position n'a pas suffi à apaiser les tensions : trois nuits d'incidents ont éclatés à Aulnay samedi 4, dimanche 5 et lundi 6 février. La réponse de la police a été sans pitié :

armes de guerres, tirs à balles réelles, et interpellations de tous ceux qui avaient le malheur de se trouver dans les parages. Plusieurs de ces interpellés sont passés en jugement le 8 février à Bobigny. Malgré l'absence de preuves matérielles flagrantes, deux jeunes ont été condamnés à six mois fermes, et trois autres à six mois avec sursis. Ces



interpellations ont beau ressembler à une rafle punitive plutôt qu'à un flagrant délit, rien n'y a fait. Et plusieurs jeunes se retrouvent avec un casier judiciaire ...

Seul l'appel au calme de Théo, prononcé lors de la visite à son chevet

de François Hollande, semble avoir calmé un peu la situation. Ce qui n'a pas empêché que dans les villes alentour, des bâtiments publics et des entreprises aient été prises pour les cibles d'attaques incendiaires. L'impressionnant dispositif policier et la répression féroce qui l'accompagne y sont aussi certainement pour quelque chose. La famille de Théo et les habitants des 3000 demandent tous la même chose : que justice soit faite. Cependant, les différentes interviews données par les habitants montrent qu'ils ne se font que peu d'illusions sur les suites que pourrait obtenir cette affaire.

Par contre, pour les récupérateurs de la colère des banlieues, les PIR, Sihame Assbague et toutes leurs cliques de racistes subventionnées par l'Etat, l'occasion était trop belle. Les appels à rejoindre leurs mascarade du 19 mars ont fleuris sur Twitter pour réclamer "vérité et justice". Alors même que la population démontre en actes, par des incidents, qu'elle ne croit pas à cette vérité et justice toute étatique, ceux-ci veulent encore faire revenir les révoltés dans le giron républicain que pourtant ils dénoncent, en apparence, afin de rendre la république plus juste et plus impartiale. Car, malgré tous leurs discours pseudos-radicaux, les récupérateurs associatifs et politiques n'ont qu'un but : remettre la contestation en acte de l'état dans les rails du citoyenisme afin de se placer en représentants des populations des quartiers ; avec à la clé des subventions nombreuses, en remerciement de leur travail de pacification sociale. La prise de parole sur Twitter de Sihame Assbague est à ce niveau-là assez éloquent : elle constate que François Hollande a "une liste de réformes à mettre en place avant son départ", mais que celui-ci ne le fera pas. On est là dans le citoyenisme le plus creux qui se sert des incidents d'Aulnay pour faire avancer son agenda politique. Heureusement, leur totale invisibilité dans les quartiers, ainsi que la colère légitime qui s'y exprime, laisseront ces individus grenouiller là où est leur place, dans les colloques universitaires et dans les réunions de l'extrême-gauche confuse. ///

APRES 30 ANS DE "BAVURES"...

Le cas récent du jeune Théo, 22ans, nous oblige de commencer par rappeler la longue liste des violences policières. Depuis plusieurs années, les "bavures" policières se produisent dans un contexte de banalisation des idées d'extrême-droite et d'autres courants réactionnaires. C'est un vent général qui souffle par delà les frontières de l'État français mais nous en faisons, ici, le constat spécifique pour la région France. En effet, la généralisation de ces actes criminels s'inscrit dans la stigmatisation et peut aussi être lue à travers la grille du racisme et de la xénophobie. Sur tous les plateaux de télévision, la répétition sans relâche que les chômeurs sont des fainéants, qu'il n'y a que de la racaille dans les quartiers et que tous les maghrébins sont des terroristes, justifierait au yeux de l'opinion publique une certaine répression.

Revenons à la liste des violences policières et prenons comme exemple la tranche entre 2010 et 2015. En 2010, il y a eu 9 morts ; en 2011, il y a eu 10 morts ; en 2012, 14 morts ; en 2013, 3 morts, en 2014, 8 morts et, en 2015, 1 mort. A ces chiffres, il ne faut pas oublier d'ajouter les blessés : mutilations diverses dont oeil, nez (par tirs tendus de flash-ball, notamment), les fractures et autres traumatismes, sans oublier les traumatismes psychologiques, etc. N'oublions pas non plus les privations de liberté et les interdictions (comme celles de manifester) qui nous paraissent très importantes à signaler. En 6 ans, nous avons donc eu 45 morts, Ce nombre tout simplement révoltant ne peut relever du hasard. Tout cela, du moins grave au plus grave, découle de la même logique et n'a qu'un seul objectif, nous faire taire.

Il s'agit, en fait, de mater purement et simplement les couches les plus défavorisées de notre société. Avec l'instauration d'un libéralisme économique le plus sauvage possible, il est devenu nécessaire d'accentuer le matraquage « préventif » de tous les laissés pour compte. En effet, comment accepter que ceux-ci puissent se rebeller face à un système qui vante à longueur de publicités : la réussite individuelle, la concurrence sans limites, les prétendus bienfaits de l'économie et du développement durables et la réification totale de l'être humain ? Comment imaginer et accepter que tous les prolétaires puissent s'unir contre leur même

ennemi ? Les personnes les plus pauvres, dont celles des quartiers popu-



Trois victimes de bavures policières ces trente dernières années illustrées par une plaque commémorant la mort de Malik Oussekiine tué en 1986 lors d'une manifestation, un tag à la mémoire de Wissam El Yammi tué en 2012 à Clermont-Ferrand et une photo de Rémi Fraisse tué en 2014 sur la ZAD de Sivens

laires, sont les perdantes de cette mondialisation. Les pauvres n'ont qu'un seul choix ; celui de se soumettre et d'accepter leur sort comme autant de fatalités.

Que ce soit au nom du mérite ou que ce soit au nom de dieu, le résultat est le même : vivre en esclaves dociles ou passer à la trappe.

Nous sommes à l'ère du libéral-sécuritaire où le contrôle des populations se doit d'être sévère parce qu'il est absolument nécessaire de faire passer la pilule des injustices flagrantes. Il ne s'agit pas d'un retour au capitalisme du XIX^e siècle, cher à Karl Marx, qui serait simplement accompagné d'une illusion de liberté procurée par une consommation intensive des nouveaux fétiches à la mode d'aujourd'hui que sont les joujoux technologiques et l'internet. C'est le concept d'aliénation qui trouve, ici, toute sa place et toute sa pertinence.

Depuis le 11 Septembre 2001, nous assistons à une très nette intensification de l'oppression et de la répression ainsi qu'à une montée très flagrante des antagonismes sociaux. La petite bourgeoisie, qui de nos jours est synonyme de classe moyenne, s'effondre inexorablement et plonge rejoindre le prolétariat. La concurrence tant vantée par l'économie de marché (c'est le joli nom qui aujourd'hui veut dire capitalisme) s'amenuise et seules quelques grandes multinationales dictent leur volonté au reste de la planète ; le capitalisme, c'est le monopole.

L'américanisation de nos sociétés est en route, c'est un fait. Ce n'est pas uniquement le cas d'un point de vue économique, mais c'est aussi le cas d'un point de vue politique et social. Il est clair que le marché de l'idéologie capitaliste produit également des concepts "génétiquement" modifiés, toxiques pour la santé mentale. Ceux qui exploitent ces concepts n'hésitent pas à s'emparer du cas de Théo comme ils se sont emparés du cas de Wissam et d'autres victimes au nom de la race et autres identités. La misère des uns et des autres est, elle aussi, exploitée. Cela ne peut conduire qu'à une seule chose : conforter le système capitaliste ! ///

DELIT DE SOLIDARITE

En empruntant à pied l'autoroute A8 à la frontière italienne pour tenter de rejoindre la France, au moins cinq réfugiés sont morts depuis le mois de septembre. Par défaut d'infrastructures adéquates, d'autres sont portés disparus suite aux dernières intempéries. En un mois sept personnes ont été interpellées dans la région pour avoir secouru des exilés. Le 04 Janvier 2017, un agriculteur de la vallée de la Roya (Alpes-Maritimes) était jugé à Nice pour avoir apporté son aide à des migrants. Les charges retenues contre lui sont d'avoir recueilli, soigné et hébergé des êtres humains en détresse. Pour avoir aidé autrui, notamment de nombreux mineurs, il a été placé en garde à vue par l'État français.

Le «délit de solidarité» se réfère à l'article L 622-1 du code de l'entrée, du séjour des étrangers et du droit d'asile (Ceseda), datant de 1945. Censé lutter contre le trafic d'êtres humains, il a pour cible «toute personne qui aura, par aide directe ou indirecte, facilité ou tenté de faciliter l'entrée, la circulation ou le séjour irrégulier d'un étranger en France». Les peines encourues peuvent aller jusqu'à cinq ans d'emprisonnement et 30 000 euros d'amende.

Une loi du 31 décembre 2012 devait abroger cet article en élargissant les clauses d'immunité «dorsque l'acte reproché était, face à un danger actuel ou imminent, nécessaire à la sauvegarde de la vie ou de l'intégrité physique de l'étranger, sauf (...) s'il a donné lieu à une contrepartie directe ou indirecte». Ce texte évoque l'aide au séjour mais pas l'aide à l'entrée ou à la circulation au sein du territoire français. Ceci menace encore les personnes bienveillantes et bénévoles transportant des migrants. Malgré cette disposition, les interpellations et les tentatives de pression à l'encontre des personnes solidaires ne cessent de s'intensifier.

Les mises en examens ne sont pas les seuls outils dont l'État dispose afin de dissuader les honnêtes gens d'ouvrir leurs cœurs et leurs maisons à ceux qui en ont besoin. Ainsi le 19 Janvier dernier, les gendarmes ont procédé à une perquisition plus que musclée dans l'exploitation de l'agriculteur. Sortis de deux fourgons et cinq voitures, une vingtaine d'hommes en armes et chauffés à blanc ont fait irruption chez lui. Évacuant les témoins, ils ont tout d'abord neutralisé et mis à l'écart les journalistes présents. Ils ont hurlé si fort que leurs propos en devenaient incompréhensibles lorsqu'ils se sont adressés à une infirmière de Médecins du Monde occupée à panser les plaies d'un jeune soudanais. Les enfants terrorisés ont fondu en larmes. Toutes les

personnes présentes sont restées traumatisées, choquées et sans voix. Suite à cette opération, deux proches du paysan et trois mineurs ont été interpellés.

Plus tard dans la soirée, un journaliste réalisant un reportage sur la solidarité et l'aide aux migrants est arrêté en compagnie de six jeunes érythréens. Séparée du reste du groupe et placée en garde à vue, elle sera libérée un peu plus tard sans qu'aucune charge ne soit retenue contre elle. A sa sortie de la gendarmerie, elle sera mise en garde et il lui sera dit de faire attention à elle si



d'aventure elle était ré-appréhendée en compagnie d'autres migrants.

L'État justifie le renforcement des contrôles aux frontières au nom de la lutte contre Daesh et le terrorisme. Il est bien entendu que les perquisitions, aussi violentes soient-elles, n'égalent pas les atrocités sanguinaires perpétrées par l'État islamique. Il n'en reste pas moins que ces harcèlements répétés ont pour objectif d'imposer des idées par la violence et la terreur. Aussi, si les actes ne sont pas comparables, les chemineurs mentaux qui y conduisent sont similaires.

Les migrants qui quittent leurs régions ne le font pas par gaieté de cœur. Ils laissent derrière eux demeures, famille et amis. Ils sont prêts à donner tout ce qu'ils possèdent encore pour avoir une chance de fuir et de prendre place sur une embarcation de fortune. Ils sont prêts à risquer leur vie dans une expédition incertaine pour arriver sur

l'autre rive. Et s'ils le font, c'est que, malgré les dangers encourus, leur espérance de vie reste plus élevée que s'ils restaient sur place.

Les causes de telles situations sont bien connues. Elles sont celles que nous combattons quotidiennement. Les conflits que ces personnes fuient n'ont pas d'autres raisons que les religions, les nationalismes ou les prétendues ethnies. La misère qu'elles tentent de fuir est le résultat du capitalisme le plus "pur". Bientôt, viendront s'y ajouter les migrants écologiques ; du fait de la pollution générée par le système actuel. En résumé, elles ont pour cause le déficit des idées et des pratiques progressistes, humanistes et universalistes.

La solidarité envers ces personnes, c'est de la propagande par le fait. Outre l'aspect purement humain et emphatique, elle permet de véhiculer des valeurs morales et éthiques. Fermer la porte à ces personnes, ne pas intervenir, se cacher les yeux, c'est creuser le lit du fanatisme religieux qui prend racine dans la misère sociale. Au contraire, s'ouvrir à elles, c'est montrer qu'il est des mécréants plus purs que les hadjs¹ ou les saints. C'est prouver, par le fait, que nos actes se font par delà la crainte de Dieu ou de l'espoir d'un hypothétique paradis. Être solidaire, c'est dire que nous faisons ce que nous faisons uniquement par humanité, sans frontière et sans race. Pour nous, la vie n'a de sens que celui que nous y injectons.

Par delà, il y a ce qui constitue un être humain, ses valeurs, son éthique et sa morale. C'est ce qui fait que lorsque le matin vous vous levez, vous pouvez vous regarder en face. Reste à savoir pour quelles valeurs vous désirez vous battre, quel modèle de société vous voulez promouvoir.

Est-il envisageable d'accepter une loi qui laisse mourir et souffrir les être humains, qui les laisse dépérir dans les plus précaires conditions ? Les migrants sont des victimes qui tentent de fuir les coupables de leurs misères. Ne pas les accueillir revient à les condamner de nouveau et donner raison à ceux qui les oppriment. ///

1. Personne ayant effectué le pèlerinage à la Mecque et censé représenter la pureté

DU CAPITALISME VERT

En ce début de XXI^e siècle, l'Humanité se trouve confrontée à un certain nombre de crises écologiques majeures. Effondrement de la biodiversité, bouleversements climatiques, empoisonnements des eaux, des sols, de l'atmosphère et des océans par une multitude de produits chimiques (engrais, pesticides, et autres polluants divers, etc.), altération et aliénation des sols, diminution très rapide des espaces sauvages. La liste très longue des catastrophes dont nous sommes menacés ne laisse pas augurer d'un avenir très reluisant pour les générations à venir. Si les problèmes sont multiples, l'origine est connue, c'est toujours la même : la course au profit, la volonté de gagner plus, d'être encore plus riche et plus puissant.

Une Histoire de profit

Si des entreprises cherchent à vendre de plus en plus de biens et de services en diminuant au maximum leurs coûts de production sans trop se préoccuper des dégâts causés à l'environnement et aux populations, c'est bien par ce qu'elles cherchent à maximiser leurs profits pour la plus grande satisfaction de leurs propriétaires-actionnaires. Si des millions d'esclaves ont, au cours des siècles précédents, été contraints de travailler dans des conditions indignes, par exemple dans des mines ou des plantations, si le travail des enfants était généralisé dans les industries du XIX^e siècle et si de jeunes enfants travaillent encore dans les entreprises de certains pays, si des forêts sont systématiquement rasées, si les océans sont littéralement pillés par la pêche industrielle et intensive, si les routes sont envahies de voitures polluantes, si les terres agricoles sont aliénées, c'est bien parce que les entreprises capitalistes veulent toujours faire plus de profits. Si les consommateurs achètent tous ces biens de consommation, c'est bien parce que, à grands renforts de publicité et de propagande, on ne leur laisse pas vraiment le choix, tout en leur faisant croire le contraire, et que l'on a induit chez eux l'envie de consommer et de correspondre à un modèle présenté comme idéal. Rouler en 4 x 4, habiter en banlieue à des kilomètres de son lieu de travail, faire du shopping dans des centres commerciaux qui se ressemblent tous, tout cela n'est pas inscrit dans les gènes des êtres humains. C'est donc bien la nature même du système économique qui est en cause. Pour les économistes et politiciens s'inspirant des doctrines libérales, nous n'aurions pas d'autre choix que de faire confiance aux lois du marché car leur libre jeu, seul, permettrait la résolution de n'importe quelle crise et toute action allant à l'encontre

du «cours naturel» des choses ne pourrait que faire empirer la situation. Ce qui est bon pour l'économie (il faut comprendre par là, bon pour les capitalistes) est, à les entendre, nécessairement bon pour la société, et, partant de là, nécessairement bon pour l'humanité. Et, si ce qui est bon pour eux est bon pour l'humanité, il est clair qu'ils se considèrent au moins comme les représentants de cette humanité ; voire comme la seule vraie humanité à laquelle serait subordonnée une sous-humanité totalement à leur disposition. D'ailleurs, à les croire, quand il y a un problème, ce serait la faute des pauvres.

Les pauvres, fautifs désignés

C'est ainsi que, au XIX^e siècle, Malthus était persuadé que la population augmentait plus vite que les ressources et il voulait, par conséquent, supprimer, purement et simplement, les secours aux pauvres qui étaient «coupables» de faire trop d'enfants. En 1975, Crispin Tickell, chef de cabinet du président de la Commission européenne, étudiant les changements climatiques, affirmait que les gouvernements risquaient «d'endommager les délicats mécanismes de l'atmosphère» en répondant aux demandes exorbitantes «des affamés, des pauvres et des chômeurs». C'est vrai que les ambitions des possédants sont toujours "raisonnables" ; la preuve se trouve dans la situation dans laquelle ils nous ont poussés. N'empêche que c'est cet aveuglement fanatique dans les supposées capacités auto-régulatrices du marché qui amène les dirigeants politiques à nier des évidences.

Des questions

Mais le cynisme dont ils font preuve est-il vraiment dû à leur conviction que le marché peut tout résoudre, tous les problèmes autres que ceux liés à leurs ambitions ? Un exemple très significatif est celui de l'amiante. Ce dernier est utilisé dans l'industrie depuis

très longtemps. Sa dangerosité est connue de tous depuis la fin du XIX^e siècle (en France, dès le début des années 1900, un médecin avait signalé que les ouvrières d'un atelier tissant des tabliers de soudeurs en amiante mouraient en grand nombre pour cause ... d'amiante). Malgré sa dangerosité avérée, il ne sera interdit, en France, qu'en 1997. Dans le monde, de nombreux pays continuent de l'utiliser (en 2011, la production mondiale d'amiante s'est élevée à plus de deux millions de tonnes). En France, ce "laxisme" aura, au total, coûté la vie à plusieurs millions de personnes. Nous laissons au lecteur le soin d'apprécier ce que cela peut représenter au niveau mondial. Pourquoi avoir attendu presque un siècle alors que l'on savait, que les dirigeants, les politiques et les industriels savaient à quoi s'en tenir ? La raison est exclusivement «économique» car l'amiante est un minéral isolant très bon marché et tant qu'il n'y a pas eu, de disponible sur le marché, un matériau avec des qualités et un prix de revient équivalents, l'amiante n'a pas été interdit pour ne pas pénaliser les industries capitalistes malgré les risques pour la santé. Donc, le crime de masse lié à l'amiante s'est poursuivi en toute connaissance de cause. Ce n'est pas seulement pour satisfaire les demandes des populations scandalisées que la mesure d'interdiction totale de l'amiante a été prise et qu'elle a reçu l'approbation des industriels. C'est parce que cela a permis de faire croire que l'industrie capitaliste pouvait se soucier de la santé des travailleurs (une espèce d'opération "manipulite") et, surtout, parce qu'elle a permis le développement du secteur industriel très profitable du désamiantage ! En d'autres termes, les capitalistes ont compris tout le parti qu'ils pouvaient tirer du problème : Recycler, reconstruire, défaire puis refaire ... et tout ça, bien sûr, à nos dépens.

Autre exemple : Dans les années 1980, la communauté scientifique a découvert que les gaz CFC, utilisés dans les systèmes de réfrigération, étaient à l'origine d'un gigantesque trou dans la couche d'ozone. Suite à quoi, les gouvernements ont pris des mesures pour restreindre l'usage des gaz en question et les industriels ont mis sur le marché des produits adéquats pour les remplacer. Ces produits existaient déjà et leur coût de production était équivalent à

celui des CFC. Le remplacement a donc pu s'opérer sans trop de problèmes puisque la logique de profit a pu continuer sans entrave.

Plutôt un capitalisme vers ...

Depuis quelques temps déjà, de nombreux scientifiques multiplient les publications et les alertes pour dénoncer les dangers liés à l'utilisation, à grande échelle, de nombreux produits industriels. Il en est ainsi, par exemple, des insecticides néonicotinoïdes qui détruisent les populations d'insectes pollinisateurs (dont les abeilles), de tous les perturbateurs endocriniens, des herbicides, et en particulier de ceux à base de glyphosate utilisés en particulier dans les cultures OGM, etc. Malgré les preuves qui s'accumulent, malgré les menaces qu'ils font peser sur la santé des populations, la production et l'utilisation de tous ces produits restent légales. Comme pour l'amiante auparavant, ils sont produits par de grands groupes industriels et ils génèrent énormément de chiffre d'affaire et de profits.

En revanche, ces financiers n'hésitent pas à dépenser des fortunes pour entretenir la confusion afin de pouvoir continuer à vendre leurs poisons. Parce que une part de plus en plus importante des populations, à juste titre inquiète par la dégradation de son cadre de vie et des retombées avérées sur la santé, manifeste son anxiété, le système a imaginé une solution permettant sa perpétuation : un capitalisme vert, une économie durable, équitable, respectueuse de la nature et des êtres humains. Tout cela, bien évidemment, s'est accompagné d'une saturation de l'espace public au moyen d'une propagande aux couleurs de la chlorophylle (Les cabinets de relations publiques et de communication sont là pour ça). Le système capitaliste prétend maintenant pouvoir se "moraliser" en se rénovant et en conciliant, bien sûr, ce qui constitue sa raison d'être, c'est-à-dire en conciliant l'exploitation de l'homme par l'homme avec les impératifs de l'écologie.

A croire les tenants du capitalisme, ce système qui au cours des siècles n'a pas hésité à exterminer des populations entières, à en réduire d'autres en esclavage, à transformer en désert des millions d'hectares de forêts ou de terres, à vider les mers et les océans de leur faune, à réduire la bio-diversité dans des proportions effroyables, deviendrait

maintenant de façon miraculeuse un système vertueux, respectueux des équilibres écologiques et de la santé des populations. Les mêmes capitalistes qui aujourd'hui empoisonnent l'atmosphère et sont responsables de la mort prématurée de nombreuses personnes, celles qui aujourd'hui encore dépensent des fortunes – en lobbying – pour pouvoir continuer à vendre leurs produits toxiques en achetant généreusement le silence des politiciens (et pour cause), celles qui violent les lois et les règlements qui leur font obstacle, celles qui font preuve d'une imagination débordante pour payer moins d'impôts (paradis fiscaux, fraudes fiscales) seraient, tout d'un coup, devenus de gentils écologistes et de vertueux citoyens.

... vers toujours plus de profit !

Si le moteur unique du capitalisme semble être l'appât du gain, n'oublions pas que derrière cela se cache une volonté conservatrice dont la logique intrinsèque est de toujours protéger, renforcer et augmenter les privilèges des détenteurs de fortunes, de capitaux et de patrimoines toujours plus colossaux. Le résultat recherché ne pourra être obtenu que par la mise en place d'un système total, de contrôle, de surveillance généralisée et de répression, qui n'aura rien à envier à ceux des pires régimes totalitaires des siècles passés. La perte de toute liberté, tel est, donc, le prix que nous aurions à payer. La «révolution écologique» aura donc, surtout, permis la création de nouveaux marchés (bio, équitables, durables) destinés, avant tout, à calmer les angoisses existentielles et à satisfaire les besoins d'empathie des consommateurs. Elle n'a en rien permis, ne serait-ce qu'un tant soit peu, de ralentir la dégradation des équilibres écologiques de la planète. Et, comme les capitalistes ne consentiront jamais à remettre en question le système dont ils se nourrissent, malgré le désastre à venir, ils ont décrété une autre solution : la nature et les sociétés humaines devront s'adapter !

... vers toujours plus de chaos !

Dans les années 1970, des scientifiques ont commencé à évoquer la possibilité de modifications du climat dues aux activités humaines capitalistes. Et, quarante ans plus tard, le réchauffement climatique global est devenu une évidence. Constatons que, dans ce domaine également rien ou presque n'a été entrepris pour stopper le processus.

La réduction massive des émissions de gaz à effet de serre implique de changer l'organisation économique – soit de remettre en cause le bien-fondé du capitalisme – qui s'est bâtie sur les énergies fossiles. Cela aurait comme conséquence de remettre en question la toute puissance des multinationales de l'automobile, de la pétrochimie etc. N'oublions pas que pour un capitaliste, tout ce qui peut être exploité doit être exploité jusqu'au dernier centime ! Tel est son credo. Les sociétés humaines sont donc sommées de s'adapter aux énormes bouleversements prévisibles.

Loin d'effrayer les maîtres du monde (du moins ainsi se considèrent-ils), il semble plutôt que toutes ces prévisions les consolident dans leurs ambitions car ce sont des opportunités de profit formidables qui se profilent à l'horizon. En perspective, ce sont de gigantesques travaux de génie civil pour "protéger" les populations contre la montée des mers, la construction de villes nouvelles pour héberger les populations désormais obligées de fuir des territoires devenus invivables, l'exploitation des ressources minières fossiles des territoires actuellement sous les glaces, l'ouverture de nouvelles voies maritimes qui réduiront encore un peu plus les coûts liés au transport, etc.

Comme toujours, le capitalisme va faire preuve de résilience et il usera de sa capacité à tirer profit du chaos que lui-même engendre. Par ailleurs, les projets délirants des transhumanistes consistant à vouloir modifier les êtres humains (au moins les plus riches), pour les adapter à ce nouvel environnement fortement dégradé, prennent ici tout leur sens Qu'importe donc aux capitalistes la destruction des milieux naturels et sauvages, la souffrance des populations confrontées aux catastrophes (ouragans, sécheresses, épidémies ...), tant que le système capitaliste, lui, peut continuer de nourrir les ambitions des nantis, et c'est là son unique objectif.

La conclusion à tirer de tout ceci est simple. La solution ne viendra pas « d'en haut », elle ne passera ni par la bonne volonté des capitalistes, ni par une intervention divine, ni par les urnes. Si nous voulons changer nos vies, préparer un avenir émancipateur et sain à nos enfants, il n'y a que nous pour le faire. Mais cela ne se fera que par l'action collective bien comprise.

///

ABSTENTION !

Le rituel de la farce électorale provoque chez les libertaires de tout poil, d'après discussions, mais à peu près tout le monde semble d'accord sur le sujet. L'abstention est bien la meilleure réponse face à l'inutilité du vote. Les urnes n'ont jamais engendré de Révolution, mais le principe du vote dans les démocraties auto-proclamées représentatives n'en est pas pour autant un rituel désuet et inutile. Bien au contraire, le vote a été la voie royale par laquelle se sont mis en place des États totalitaires et dictatoriaux qui ont acquis et tirés leur légitimité de l'élection. Car, le rôle premier du vote est bien de donner une apparente légitimité à ce qui n'en a pas, à ce qui n'en a jamais eu.

En effet l'acte de mise en urne de sa propre voix est, avant tout, l'acte de soumission volontaire et délibérée de l'individu au pouvoir d'un autre. Voter, dans un système électoral représentatif, c'est avant tout accepter qu'un autre parle et décide à ta place. Le système électoral n'est rien d'autre que la capitulation de l'individu au nom du principe de majorité où le nombre fait loi. En période électorale, les injonctions au "civisme" se font toujours plus pressantes. Et, nous pouvons entendre des "Faites voter, abonnez un ami, inscrivez-vous sur les listes électorales, etc". Cela s'adresse à tout le monde, bien sûr, mais en particulier aux jeunes, surtout les jeunes de banlieue. L'argument massue qui est supposé les convaincre leur dit "plutôt que d'aller casser ou brûler des voitures, profitez de l'élection pour exprimer vos colères".

En général nous assistons à une compétition entre partis politiques dits de "droite" et partis politiques dits de "gauche". Certains vous la promettent "dure" (la compétition), pendant que d'autres vous l'édulcorent pour vous le refiler en "douceur". Mais vous refiler quoi au fait ? ... Le capitalisme et tout ce que cela engendre. Donc, si nous votons, nous votons comment nous nous ferons licencier, de quelle manière la police nous tapera dessus si nous protestons, de comment la "justice" nous

jugera, etc. Et, attention ! Tout cela, sans que nous ayons notre mot à dire !

Nous entendons souvent à la télé, lisons dans les journaux et écoutons un peu partout et jusque dans le bar du coin, ce genre de sottises : "Le droit d'vote, y faut l'dire, c'est sacré ! Vrai-



ment !... Hé, y'a des gens qui sont morts pour ça, hein !" ... Cela résumerait, en quelque sorte, toute l'histoire de l'humanité qui serait, dès lors, ramenée à "ça": Si Spartacus a défié Rome, si les Sioux ont résisté, si les Canuts ont cassé leurs machines, si Louise Michel, Valles, Reclus, se sont insurgés lors de la commune de Paris, c'est uniquement pour "ça" ! ... Pour que nous puissions aller voter ! voter ! Et voter ! ... Alors qu'en fait, il s'agit d'élire ceux qui pourront gérer la paix sociale afin que notre exploitation puisse continuer.

Au delà du vote pour élire un président (ce qui nous est présenté comme le summum de la démocratie – suffrage universel oblige) qui aura pour seules fonctions de nous représenter et, surtout, de nommer le gouvernement qui sera chargé de nous imposer sa politique, il y a parfois des votes pour prendre des décisions dans la plus pure tradition démocratique capitaliste et qui sont censés donner la nécessaire touche démocratique pour que tout baigne.

Mais, quelques exemples nous montreront que, hélas, le vote, lorsqu'il ne va pas dans le sens souhaité par l'administration, quelle qu'elle soit, est purement et simplement bafoué.

Il y a quelques années, à Chamonix ou à Chaulnes, les habitants ont exprimé, par le vote, leur refus de vivre au milieu des avions et des camions. Leurs décisions, pourtant démocratiquement acquises – par le biais du principe de la majorité, s'entend – furent invalidées par les tribunaux. D'après les députés (qui font les lois), les habitants sont incompétents pour décider de leurs conditions de vie (mais seulement quand ils ne votent pas comme il faut !).

Plus récemment, en 2005, le fameux vote sur le traité pour la constitution européenne qu'une majorité d'électeurs avait officiellement refusé ... eh, bien ! Sarkozy nous l'a imposé quelques années plus tard, avec cynisme et sans la moindre vergogne, car les électeurs n'auraient pas compris comment il fallait voter. Et là, tous les donneurs de leçons qui nous disent qu'il faut aller voter, on les entend moins. Mais, nous dirait-on, nous caricaturons, nous sommes négatifs, ils ne sont pas tous pourris, et y' en a même des qui sont biens, ou que sais je encore ...

Faut-il, également, vous rappeler les votes fastidieux pour faire adopter ce fameux traité de Lisbonne qui eurent lieu en Irlande ? Là, Messieurs, dames, pour faire bien voter, il a fallu s'y

prendre à deux fois ! Sachez que, lors du premier vote, les irlandais, non plus, "ne comprèrent pas" comment il fallait voter et, donc, il fallut recommencer pour voter comme les politiciens le souhaitaient.

Prenons, maintenant, le cas de Lula, au Brésil, à Porto Alegre. Cette municipalité est (ou a été) dirigée par des trotskistes du parti des travailleurs (PT). C'est au sein de ce soit-disant "laboratoire social" que se concoctait l'infaillible recette pour donner aux masses un avenir radieux - du moins le prétendaient-ils. Pratiquement seuls dans ce panorama à être un "tantinet" critiques, nous, les militants de la CNT-AIT, nous en avons pris pour notre grade : "sectaires, dogmatiques, donneurs de leçon ..., et j'en passe ..." Mais nos compagnons de la COB-AIT qui dénonçaient la logique électoraliste de Lula et appelaient à l'abstention, eux, se faisaient carrément tirer dessus à coup de revolver ! (Et vive la démocratie représentative ! bang !)

Quelque temps après, c'était en octobre 2002, Lula est élu à la présidence de la république bananière du Brésil. Cette fois-ci, avec un trotskiste pur jus président de la république, on allait voir ce qu'on allait voir. Et en moins d'un an, nous avons vu, tout le monde a vu, et les brésiliens ont vu : Réduction drastique des budgets sociaux, réforme fiscale favorisant les hauts revenus (ben tiens), blocage des salaires des fonctionnaires, réformes des retraites dont l'âge de départ a été relevé de 7ans ! les pensions, elles, diminuées de 30 %, etc. Et tout ça, sans mouvements sociaux. Alors, content du voyage ? Ce fut plus fort que Sarkozy, Valls et Hollande réunis. Il m'a souvent été dit, et j'imagine, à tous les abstentionnistes aussi, que : "Si tu ne votes pas, tu fais le jeu du FN". Et, avec notre critique du vote, nous aussi, nous ferions, paraît-il, le jeu du FN.

Rappelons ce que l'Anarchiste Buenaventura Durruti disait à Barcelone, en 1932 : "Les socialistes et les communistes disent que nous abstenir aux élections, c'est favoriser le fascisme. Mais nous avons toujours dit que l'État est un instrument d'oppression au service d'une caste. Et nous restons fidèles

à nous-mêmes. Le mouvement de libération doit toujours faire face à l'État. C'est pourquoi nous prônons l'abstention électorale active. Active veut dire que, tout en nous abstenant de la stupidité électorale, nous devons rester vigilants dans les lieux de production et dans la rue. Les vrais bandits, les vrais malfaiteurs, ce sont les politiciens qui ont besoin de tromper et d'endormir les ouvriers en leur promettant la semaine des 4 jeudis pour leurs arracher un vote qui les porte au parlement et leur permet de vivre en parasites sur la sueur des ouvriers. Lorsque nos camarades députés socialistes ont, eux aussi, unis leurs voix à cette cohorte d'e-



nuques, ils ont montré leur vrai visage. Car il y a de nombreuses années qu'ils ont cessé d'être des ouvriers, et par conséquent des socialistes. Ils vivent de leur activité de député. Que les républicains socialistes le sachent : ou bien ils résolvent le problème social, ou bien c'est le peuple qui le résoudra. Nous savons que la république ne peut pas le résoudre. Aussi, disons nous clairement à la classe ouvrière qu'il n'y a plus qu'un dilemme : ou mourir comme des esclaves modernes, ou vivre comme des hommes dignes, par la voie directe de la Révolution sociale. Vous donc, ouvriers qui m'écoutez, sachez à quoi vous en tenir. C'est de vous que dépend le changement du cours de votre vie".

Quatre ans plus tard, le 19 juillet 1936, les Anarchistes Espagnols, et parmi eux Durruti, barraient la route au coup d'État fasciste en prenant les armes et par la révolution sociale. Pendant ce temps, les députés parlementaires gaïement ... avant que les partis politiques ne tirent dans le dos des Anarchistes et autres Révolutionnaires,

tuant ainsi la Révolution en Espagne!

Alors que fait-on si nous n'allons pas voter ? Bien avant l'apparition tragique de l'économie marchande et du travail forcé, bien avant le règne mortifère et destructeur de la bourgeoisie, l'humanité des temps anciens a vécu pendant des dizaines de milliers d'années au sein de sociétés sans État où les décisions concernant la vie commune étaient prises par des assemblées générales de tous les membres de la communauté. Il ne s'agit pas d'idéaliser ces sociétés, mais il est bon de rappeler que les pratiques de démocratie directe et d'assemblée sont issues de ce très lointain passé. (NDLR : voir les travaux de P. Clastre, J. Mallauray, ou M. Sahlus). Les rebelles et les révolutionnaires de toutes les époques ont cherché à renouer avec cette pratique, tout simplement, parce qu'elle est la seule à tourner le dos à toutes les oppressions et la seule qui donne la possibilité de fonctionner sur un mode réellement humain. La démocratie directe empêche la confiscation de la parole de tous au profit d'un seul ou de quelques-uns. Le porte-parole ou le délégué n'est, effectivement, que le porteur, le vecteur de la parole des autres. L'assemblée qui l'a choisi peut, à tout moment, le révoquer s'il s'avère que le mandat confié n'est pas respecté. Ce système politique n'engendre donc pas de prise de pouvoir. Non seulement le mandat est constamment soumis au contrôle pour les mandats qui lui sont confiés mais encore sa délégation est limitée, dans le temps et dans son objet. Il est évident que la bourgeoisie et toutes les classes dominantes qui l'ont précédée ont toujours cherché à justifier leurs oppressions. La bourgeoisie a toujours prétendu que les sociétés humaines n'avaient jamais fonctionné sur d'autres modes que tutélaires et a donc toujours nié qu'elles aient pu avoir la capacité d'échapper à une tutelle, c'est-à-dire au supplice de la domination. Mais cet argument (qui n'est en fait qu'un "simple" déni) ne tient pas la route, car l'humanité a vécu beaucoup plus longtemps sans joug que sous le fer. Elle saura sans nul doute, tôt ou tard, retrouver le chemin de la Liberté. Ce n'est qu'une question de temps. ///

LE RETOUR NAUSEABOND DE LA RACE

En ces temps de régression généralisée, de réaction triomphante, comme si le retour du religieux sur le devant de la scène n'était pas à lui seul suffisamment affligeant, voici que le concept de «race», que nous pensions définitivement disqualifié, à la fois scientifiquement et historiquement, refait surface sous un aspect certes modernisé (post-modernisé^{1*} pour être exact) mais toujours aussi répugnant. Nous le savons, la postmodernité n'exclut pas la tradition, elle s'en nourrit. C'est pourquoi le racisme nouveau, qualifié de «racialisme», professe un antisémitisme virulent tout à fait dans la continuité des thèses qui ont fait ses beaux jours. La rénovation, la restauration du concept se heurtent apparemment au fondement indépassable de tout racisme bien construit qui prétend que les juifs sont, aujourd'hui comme hier, responsables de tous les malheurs du monde (puisqu'on Nous le dit !).

Nous vivons dans une époque "formidable" de célébration et de confusionnisme galopants, et il est extrêmement curieux et navrant de voir ce racialisme s'épanouir du côté de l'extrême-gauche et même chez certains (pseudo-)libertaires. Mais l'époque, nous le savons, est assez avare d'avancées révolutionnaires. Sous les coups de boutoir du capitalisme conquérant et de la réaction religieuse, le prolétariat fait le gros dos. Dès lors, nos pauvres petits gauchistes en manque cruel de grands frissons, affligés de surcroît d'une myopie politique légendaire, ont cru déceler dans cette grave atonie ambiante qu'il subsistait quand même un courant qui avait le vent en poupe, le courant islamo-racialiste : il leur convenait donc de s'en approcher.

Bien sûr, ils ont dû faire quelques contorsions liturgiques et asperger d'eau bénite anti-impérialiste ce mouvement qui véhicule une idéologie totalement réactionnaire. Mais nos braves petits gauchistes n'en sont plus à une contradiction près. Les changements de ligne, les avalages de couleuvre leur sont coutumiers. En général, ces gens de mauvaise foi, dotés d'une conviction à géométrie variable, aiment à être dans le vent (de l'histoire, même si celle-ci tourne mal). C'est probablement cela qui a conduit les éditions «La Fabrique», connues pour leurs publications d'extrême-gauche ou d'ultra-gauche, à publier un pamphlet raciste, violemment antisémite et homophobe, intitulé : «Les blancs, les juifs et Nous». Un programme tout à fait alléchant comme nous allons le voir. L'auteure, Houria Bouteldja, est codirectrice de l'institut du monde arabe et donc collègue de bureau de Jack Lang. Par ailleurs, proche du P.I.R.^{2*}, elle développe dans cet essai, dont la lecture peut s'avérer à bien des égards pénible, les thèses racialistes qui s'articulent principalement autour de deux thèmes. Le premier, c'est la condamnation sans appel des «Blancs» qui sont déclarés responsables de la colonisation, de ses crimes et de ses séquelles, et ce, quelque soit leur classe sociale ou leur engagement politique.

Le second, c'est l'exécration proclamée et assumée des «Juifs» qui seraient coupables de s'être accaparés le statut de victimes au détriment des anciens colonisés de l'ex-empire français (la commémoration de la Shoah serait même une «religion d'État»), et coupables d'être les «chouchous de la république» et d'opprimer les arabomusulmans. Citoyens d'Israël, partisans de Netanhyaou

ou adversaires déclarés de son expansionnisme, Juifs de France ou d'ailleurs, tous les juifs sont des ennemis. Ici, on ne badine pas avec la détestation, Mme Bouteldja déteste en bloc (identitaire sans doute) et sans rémission. «Je déteste les juifs» nous dit-elle ... tout simplement.

Soixante-dix ans après la fin des camps d'extermination nazis, tenter de réhabiliter la race comme concept central d'une vision du monde, soi-disant nouvelle et révolutionnaire, peut sembler véritablement effarant. C'est pourtant le propos des racialistes : «Notre prisme, à nous, ce sera

la race, c'est notre prisme et je ne veux pas qu'on me le reproche. La race, moi, c'est ça qui m'intéresse. A partir de la race, je pense la question du genre féminin et des rapports homme-femme, la question de classe, la question écologique, il n'y a aucune question qui peut échapper à l'analyse dé-coloniale, à l'analyse de la race, tout peut être traité à partir de ce point de vue» déclare Mme Bouteldja. Ce providentiel prisme qui, selon elle, répond magiquement à toutes les questions les plus complexes, permettrait-il de classer les divers belligérants du conflit syrien ? Doit-on classer les gardiens de la révolution (chiite iraniens) et le Hezbollah (chiite libanais) qui soutiennent Bachard El-Assad dans la catégorie «Blancs» ? Doit-on considérer l'Arabie Saoudite massacrant allègrement les chiites yéménites, comme un «État blanc» ? La guerre, de 1991 à 2001 (250 000 morts), menée par l'État algérien et dirigée par le FLN contre les islamistes du FIS, était-elle le fait d'un État colonial "blanc" ?

L'histoire pose sans doute une infinité de questions dérangelantes au «prisme», lequel préfère l'ignorance et le simplisme à la complexité de la réalité. La théorie de la race (du latin «geneRATIO» : famille, descendance, espèce) a connu son heure de gloire au XIX^e siècle. Gobineau et son «Essai sur l'inégalité des races humaines», Chamberlain et tous leurs estimés collègues ont servi de caution idéologique à l'expansion coloniale et à ses crimes. Ils ont également inspiré très directement le racisme nazi et sa terrible mise en œuvre.

Depuis, la science a prouvé de façon irréfutable que tous les humains sur cette terre disposaient du même patrimoine génétique et qu'il n'y a donc qu'une seule Humanité à laquelle appartiennent tous les individus, sans exception. L'histoire, quant à elle, a suffisamment prouvé, par l'ampleur des massacres commis en son nom, combien la race était un concept frénétiquement meurtrier. Pourtant, malgré cette double disqualification qui frappe le concept de race, les racialistes travaillent (péniblement il faut bien le dire) à sa réhabilitation. Bien sûr, dans cet odieux pamphlet, l'auteure feint de ne donner aucune connotation biologique à la race qui ne serait qu'une construction sociale (et, effectivement, la race n'a jamais été autre chose qu'une construction sociale). Mais dans le déroulement du texte, l'assignation raciale revient constamment.

Toute «vision du monde», toute théorie (même la

plus foireuse) a besoin d'avoir sa terminologie propre pour asseoir sa crédibilité et tenter de gagner la bataille sémantique. C'est ainsi que dans la novlangue racialisiste «dé-colonial» peut être traduit par anti-colonialiste, «racisé» par victime de la discrimination raciale. Par contre, pour éviter toute erreur d'interprétation, un juif reste un juif ... (On a beau avoir des prétentions à l'innovation, il faut rester dans une tradition claire et intelligible !).

Pour les racialisistes, les discriminations raciales dont sont victimes les «Arabes» et les «Noirs» prouvent l'existence de la race. Si le racisme et les racistes existent (ce que personne ne conteste) est-ce, là, la preuve de l'existence de la race ? L'existence des croyants suffit-elle à prouver l'existence de dieu ? Ce genre de raisonnement erroné porte un nom. Cela s'appelle un «sophisme», c'est-à-dire «un raisonnement qui n'est logiquement correct qu'en apparence et qui est utilisé pour tromper les autres ou se tromper soi-même».

Fonder un système de pensée, qui a la prétention de tout expliquer du monde (de son passé et de son devenir), à partir d'un artifice de raisonnement laisse mal augurer de la suite de la construction. Mais, nous l'avons compris, la logique, la réflexion, le sens critique ne sont pas, pour les racialisistes, des préoccupations majeures. Ils préfèrent miser sur l'affectif et le ressentiment.

Quatre-vingt-dix ans après la parution du tristement célèbre «Mein Kampf», les racialisistes redécouvrent les vertus de la «lutte des races» que le sinistre petit moustachu voulait promouvoir en lieu et place de la «lutte des classes» (Rassemkampf au lieu de Klassenkampf). Pour Mme Bouteldja, «le conflit d'intérêt entre races est aussi puissant et structuré que le conflit de classes». Cette émouvante redécouverte de la «guerre des races» n'est pas dûe au seul "génie" des théoriciens racialisistes, mais à toute une lignée de penseurs postmodernes et déconstructivistes. Au prix de recherches universitaires qui se veulent toujours plus «pointues et innovatrices», grâce notamment aux «Identity Politics» (études universitaires américaines sur les identités minoritaires) et aux déconstructions toujours plus hardies des vérités objectives qui, dès lors, ne laissent plus subsister qu'une multitude de vérités subjectives, nous en arrivons à ce summum de crétinisme meurtrier que constitue la réhabilitation de la guerre des races : La «déconstruction» finit par aboutir à la reconstruction de la pire des monstruosité.

Politiquement, la «race» a, toujours et partout, été instrumentalisée par les oligarchies, pour diviser et opposer les pauvres entre eux, pour empêcher toute rébellion et maintenir l'ordre établi, en figeant la lutte des classes. Désigner une partie de la population pauvre comme responsable des malheurs d'une autre fraction de la population, permet à toutes les oligarchies de détourner la colère populaire qui, sans cette diversion, s'abattraient sur leurs têtes. Faudra-t-il encore une fois démonter les mécanismes de ce procédé éculé qui sert à détourner les colères alors que les rouages en sont d'une si flagrante évidence ?

Prétendre que tous les membres d'une communauté, nationale ou autre, ont des intérêts communs, quelle que soit la classe sociale à laquelle ils appartiennent, c'est rejouer la vieille rengaine de l'interclassisme et de l'union sacrée ; voilà le «credo» innovant du racialisisme. Ce «contre-racisme» raciste rend tous les «blancs» responsables de la colonisation et de ses conséquences : «Au-dessus de moi, il y a les profiteurs blancs ; le peuple

blanc, propriétaire de la France : prolétaires, fonctionnaires, classes moyennes : mes oppresseurs. Ils sont les petits actionnaires de la vaste entreprise de spoliation du monde» nous dit Mme Bouteldja. Les chômeurs, ouvriers, petits fonctionnaires seront heureux d'apprendre que la magie du prisme de Mme Bouteldja les transforme en propriétaires de la France.

Ce titre nous semble, pourtant, mieux convenir aux Arnault, Bolloré, Dassault et autres grands capitalistes.

Après avoir condamné les «Blancs» comme collectivement responsables de la colonisation et de ses atrocités, afin de prouver leur infinie clémence et se concilier d'éventuels alliés, les racialisistes offrent des remises de peine et laissent entrevoir de possibles rémissions. Certains «blancs» se voient ainsi offrir le statut de «blanc dé-colonial» (merci de tant de bonté) mais ce titre se mérite et l'aspirant doit, pour l'obtenir, renoncer à ses «privileges» et participer à des séminaires non-mixtes (réservés aux blancs) où il pourra s'auto-flageller durant de longues séances. Les juifs peuvent, eux aussi, accéder au statut enviable de «juif décolonial». Mais l'opération de débriefing s'avère infiniment plus délicate car, nous dit Mme Bouteldja, ceux-ci ont tendance à essayer de se faire passer pour des «blancs» : «on reconnaît un juif à sa soif de vouloir se fondre dans la «blanchéité», de plébisciter ses oppresseurs et de vouloir incarner les canons de la modernité». Et, elle affirme : «Je vous reconnais entre mille, votre zèle est trahison». Ces propos ne sont pas issus d'un discours de Goebbels, ministre de la propagande du III^e Reich, mais écrit, imprimé et publié en 2016 par la maison d'édition «la fabrique». Le pamphlet de cette madame prend bien soin de prévenir les «juifs» que si le statut de «dhimmis de la république» est supérieur à celui de «untermenschen» (sous-hommes), ils restent à la merci d'un changement politique. Cela signifie, en clair, qu'ils doivent se dépêcher de devenir «décoloniaux» s'ils ne veulent pas courir le risque qu'un nouvel Hitler vienne les chercher. Nous atteignons, là, les sommets de l'insupportable et du grotesque tragique : c'est Ubu roi, en beaucoup moins drôle.

Qu'il y ait des gens suffisamment déboussolés pour acquiescer à ces théories abjectes, prouve une fois de plus que «le sommeil de la Raison engendre des monstres». Et si, pour Mme Bouteldja et les racialisistes, l'objectif final de l'émancipation est la conversion religieuse et la soumission absolue "à dieu" qui, seule, permettrait, soi-disant, d'abolir toutes les hiérarchies, Nous, Anarchosyndicalistes, persistons à nous déclarer hommes et femmes sans dieu ni maître, ennemis définitifs de tous les États et ennemis irréconciliables de toutes les religions, de tous ceux qui poussent les gens à s'entre-tuer au nom de différences imaginaires. Nous tendons la main à tous ceux qui, ici et ailleurs, luttent contre l'obscurantisme religieux, contre toutes les formes de domination et qui poursuivent l'objectif d'une émancipation véritable. ///

Pour en savoir plus sur les racialisistes, nous vous recommandons vivement la lecture de l'ouvrage intitulé "La race comme si vous y étiez" par «Les amis de Juliette et du printemps».

1. Le postmodernisme est un courant réactionnaire qui a, principalement, pour objectif d'en finir avec l'héritage des Lumières. 2. Parti des Indigènes de la République.

LE LIVRE NOIR DES RELIGIONS

Il n'est pas toujours aisé, pour les athées, d'affirmer en public leur refus des religions tant est forte l'hostilité des chrétiens, des juifs, des musulmans et autres à leur rencontre. C'est que les religions ont, aujourd'hui, le vent en poupe et il est de bon ton, dans nombre de milieux branchés, d'afficher une religiosité de bon aloi car la religion serait devenue, somme toute, respectable voire valorisante. Donc, serait advenue l'heure de la promotion du fait religieux. Les médias, les politiques, l'école elle-même, ne s'en privent pas et nous serinent à longueur de journée une petite musique sirupeuse sur les bienfaits de la religion. Il est loin le temps – 1971 - où John Lennon chantait ces couplets accusateurs : « *Imagine qu'il n'y a pas de religion, c'est facile si tu essaies, plus rien pourquoi tuer ou mourir. Au-dessus de nous simplement le ciel* ». Reconnaissons qu'il a fallu du courage à Frank Henry Timour pour avoir, en 2014, osé publier un ouvrage dont le titre est *Le livre noir des religions*. Cet ouvrage sonne comme un défi lancé à tous les religieux.

Dans ce livre, l'auteur démontre une idée simple : la religion - toutes les religions - c'est la guerre.

Mais, cette affirmation n'est pas nouvelle. En effet, Frank Henry Timour nous rappelle que, de Lucrèce avec « *la religion est à l'origine de tant de crimes* » (I^o siècle avant J.-C.) jusqu'à Bertrand Russell avec « *la religion nous empêche d'éliminer les causes essentielles de la guerre* » (XX^e siècle) en passant par des auteurs aussi différents que Erasme, avec « *les dieux sont des bourreaux pour les hommes* » ou Proudhon avec « *Ôtez l'idée de guerre, la théologie devient impossible, les dieux n'ont rien à faire, bien plus ils n'ont plus de sens* » ou bien encore Evhémère avec « *Les dieux ne sont pas autre chose que des projections idéalisées, des personnifications symboliques de chefs de guerre ayant réellement existé* », il y a eu une multitude de philosophes, d'historiens, de scientifiques qui a dénoncé le rôle criminel des religions dans l'histoire de l'humanité.

Il est essentiel de distinguer, nous dit FH Timour, la religion de la foi qui est la croyance qu'un être humain peut avoir, et tout individu a le droit de croire ou de ne pas croire. Il nous dit que la religion est un fait politique et social en ce qu'elle est un « *système théorique constitué de superstitions plus ou moins passées au crible du raisonnement pour en faire une construction philosophique se voulant crédible et surtout un vaste édifice d'institutions composées de prêtres, de shamans, de pasteurs, d'imams, de sorciers, de gourous, de rabbins, de bonzes, dirigeant des fidèles en grand nombre et les gouvernant en se réclamant de l'autorité que leur donnerait la divinité* ». C'est donc « *le système par excellence de la justification d'une organisation de la société en classes et de la répression des opprimés par l'appareil qui détient le monopole de la violence, c'est-à-dire l'État* ».

Pour démontrer sa thèse, l'auteur, dans une première partie, recherche les causes réelles des guerres qui ont

ensanglanté l'histoire de l'Humanité. Ce travail a été essentiel, car beaucoup d'historiens ne considèrent que l'aspect économique des événements. Pour les marxistes, par exemple, l'Histoire n'a qu'un seul moteur : l'économie. Affirmer que la religion est la cause première d'une guerre est pour eux une idée insupportable car cela remet en cause la validité du fondement unique du marxisme. Or, des guerres causées par la religion, l'auteur en découvre plus qu'il n'en faudrait.

De l'époque néolithique (sacrifices rituels) aux temps modernes, de la conquête du pays de Canaan par les hébreux aux croisades, des guerres de conquête islamiques aux

guerres intra-religieuses (la guerre des protestants contre les catholiques en Europe, celle des iconoclastes contre les iconodoules à Byzance ou celle des sunnites contre les chiïtes depuis plus de douze siècles au Moyen-orient), de la guerre contre les sorcières (plusieurs dizaines de milliers de femmes monstrueusement torturées et assassinées) à la guerre contre les juifs (le génocide des juifs

par les romains après l'incendie de Rome, la multitude des pogroms tout au long des siècles, ...), la liste de ces conflits, qui ont ravagé des pays entiers et exterminé des populations entières, est très longue. Pour amener les peuples à adopter le dieu des maîtres, les religieux ont, toujours et partout, su faire preuve d'une imagination fertile et sans limites.

Voici quelques exemples : Le tribunal de la sainte-Vehme pour "convaincre" les païens saxons, le tribunal de la sainte-inquisition (de triste mémoire) en Espagne, le massacre des juifs par les troupes de Mahomet (ne l'oublions pas), l'extermination des Taïpins par les empereurs bouddhistes de Chine De ce point de vue-là, nous pouvons affirmer que toutes les religions se valent.

C'est que, nous dit FH Timour, les textes qui fondent ces religions sont eux-mêmes pleins d'appels au meurtre, à l'extermination de tous ceux qui, athées, agnostiques ou membres d'une autre religion, refusent les valeurs du pouvoir dominant. Et, l'auteur nous cite des passages de l'ancien testament, des évangiles, du coran ou des lois de Manou qui justifient ces crimes et ces génocides. Et ce sont ces mêmes textes qui prétendent justifier également un statut inférieur de la femme par rapport à l'homme, de l'esclavage, de la division de la société indienne en castes hiérarchisées ; ou, dans les autres pays, en classes antagonistes. Il s'agit donc, selon l'auteur, d'un véritable crime contre l'Humanité.



Toutes les religions partagent également une peur et une haine farouche de la science et la combattent par tous les moyens. A ce titre, nous vous renvoyons à la lecture de Bertrand Russell qui, très judicieusement, parlait de la « *guerre des religions contre la science* ». En effet, combien de scientifiques ont été torturés et/ou mis à mort parce que leurs découvertes ne s'accordaient pas avec les textes (prétendument) sacrés ? Combien d'entre eux ont dû arrêter leurs travaux par crainte de la répression ? C'est que les croyances religieuses ne résistent pas à la critique rationnelle et les religieux en sont, depuis fort longtemps, parfaitement conscients ; d'où leur peur et leur haine contre tout ce qui peut mettre en péril leur fond de commerce.

Les travaux scientifiques démontrent que tous ces textes se contredisent, qu'ils ont des origines communes et qu'ils affirment tout et son contraire. Et puisque les religions sont depuis tant de temps la cause de tant de crimes, de guerres et de génocides, il est impératif, nous dit l'auteur, d'appliquer le mot d'ordre de Voltaire : « *écraser l'infâme* » en chassant Dieu de l'espace public pour le renvoyer dans l'espace privé d'où il n'aurait jamais du sortir. Et, il propose, pour ce faire, un ensemble de règles simples : Interdire dans l'espace public toutes les manifestations religieuses, tous les signes religieux ostensibles, chasser la religion de la politique et des médias, interdire l'enseignement religieux aux enfants n'ayant pas l'âge de raison, etc. C'est là, nous dit l'auteur, la seule solution possible. Tout accommodement ou toute réconciliation avec la religion est impossible et, en particulier, avec tout ceux qui prétendent vouloir la moderniser. Ils se trompent (et/ou ils tentent de nous tromper) car les textes sacrés, le coran, le livre de Josué, en appellent à l'extermination des infidèles ou des mécréants mais ces textes étant la (prétendue) parole de dieu en personne, ils sont intangibles donc inviolables. Cela signifie que ces textes ne peuvent pas être modernisés !

L'auteur dénonce, aussi, tous ceux qui remettent en cause l'usage de la Raison, tous les tenants de ce qu'il appelle une laïcité molle, tous ceux qui, de concessions en concessions, acceptent de voir la religion envahir l'espace public. A ceux-là, il oppose la déclaration de Mustapha Kemal Atatürk, fondateur de la Turquie moderne. Ce dernier n'a, en effet, pas eu de paroles assez dures pour décrire ce qu'est l'islam et son prétendu prophète.

Par ailleurs, Atatürk a ajouté que « *l'homme politique qui a besoin de recourir à la religion pour gouverner n'est qu'un lâche. Or, jamais un lâche ne devrait être investi des fonctions de chef de l'État* ».

En guise de conclusion, l'auteur émet un souhait qui résume bien sa pensée. Dans une société qui aura chassé dieu de l'espace public, « *peut être les hommes cesseront-ils de mourir pour des superstitions ridicules, et d'être les jouets de prêtres manipulant des naïfs dans le but de mieux mener, main dans la main avec les responsables politiques à leur botte, le savant accaparement du pouvoir et des richesses du monde pour le profit exclusif d'une caste qui ne croit même plus aux dieux dont elle enseigne au peuple l'existence cruelle et menaçante* ».

Bien que nous estimions le remarquable travail de Frank Henry Timour absolument pertinent, nous tenons à préciser notre position vis-à-vis de l'interdiction que

prône l'auteur. Outre que l'interdiction peut être exploitée par les religieux et qu'elle peut être retournée aux fins de donner un effet contraire, elle ne fait pas partie de notre philosophie politique. Nous considérons que préconiser l'interdiction revient au bout du compte à en appeler à l'Etat. Or, il est clair, pour nous, que s'en remettre à l'Etat, c'est justifier l'Etat. Nous restons donc convaincus que la meilleure méthode passe par la critique et la Raison. La véritable culture est là ; elle n'est pas dans le folklore ou dans la coutume et encore moins dans l'apprentissage des dogmes ou de l'endoctrinement, fussent-ils revendiqués au nom des ancêtres ou d'un prétendu prophète – les prophètes n'étant, d'ailleurs, rien d'autre que des constructions à vocation politique.

Il nous appartient, à tous, de tenir tête et de combattre, partout et toujours, l'obscurantisme et le fanatisme de ceux qui prétendent détenir la vérité. C'est à chacun de nous, individuellement et/ou collectivement, qu'il appartient de contrer l'arrogance des religions ; laquelle finit par déteindre chez tous les apôtres de la religion – en particulier lorsque celle-ci se montre conquérante et en appelle à la fierté des origines, à la défense et au respect de la tradition et/ou de l'identité. Ce n'est pas la critique de la religion à elle seule qui est efficace. Il est, aussi, indispensable de mettre en cause tous les discours discrètement prosélytes qui en découlent : les opinions qui transpirent la religion (tout en la taisant) sur les sujets les plus divers, mais aussi la bigoterie, la pudibonderie, la non-mixité, etc, et la liste n'est pas exhaustive. Il faut oser convoquer ou relever le sujet lorsque nous sommes en société afin d'affirmer la liberté de chacun à ne pas croire, la liberté inconditionnelle de chacun à pouvoir exprimer librement – et sans entraves - une critique de la religion et de la division qu'elle impose là où la solidarité de classe devrait s'imposer.

Malgré la lassitude et le découragement qui peuvent survenir dans une tâche qui peut s'avérer ingrate, il faut être conscient que la morgue et la confiance qu'affichent les religieux, et ceux qui par clientélisme relaient leurs discours ne sont en fin de compte que des postures. La tactique des religieux de nous traiter en coupables afin de tenter de nous réduire à la défensive vise à inverser le rapport de force mental pour assoir leur pouvoir. Il nous appartient, donc, de refuser de nous plier aux exigences de la religion sous le prétexte fumeux de respect – très à la mode depuis un certain temps – ou sous peine d'être accusés de blasphème ou quelque autre terme se terminant par phobie.

Il est, également, indispensable de mettre en évidence que la religion n'est pas nécessaire à la croyance et que l'exigence communautaire qu'implique l'adhésion à une religion n'est profitable qu'à ceux qui détiennent le pouvoir - religieux et séculier – et est néfaste aux croyants eux-mêmes, tout comme aux fidèles d'autres religions, bien sûr, mais aussi aux agnostiques et aux athées. ///

« **Le Livre Noir des Religions** » de Frank Henry Timour aux éditions de l'Épervier 2014 – Un excellent ouvrage.

Maître Casero : L'Iran se positionne du côté des Turcs. En fait, il y a une alliance Turquie-Russie-Iran-Syrie. C'est ce que l'on appelle de la "real politic". Traditionnellement, Bachard El-Assad est un ennemi d'Erdogan. Mais actuellement, personne ne sait exactement ce que Erdogan a en tête. Il semble possible qu'il veuille recréer l'empire Ottoman d'autrefois, c'est-à-dire s'étendre dans tout le Moyen-orient. Il pourrait aussi envisager d'instaurer un califat en Turquie. Nous pouvons également penser que l'ensemble du pays éprouve un très fort degré de sensibilité à la peur. Une guerre civile pourrait éclater du jour au lendemain. Les choses peuvent arriver très vite. Certains pensent qu'il va démissionner, ou être assassiné par ses proches, mais rien n'est moins sûr à l'heure actuelle. C'est l'histoire qui est en train de se faire, en ce moment-même.

Anarchosyndicalisme ! : Peux-tu nous parler des prisonniers politiques en Turquie, et d'Ebru Firat, en particulier ?

Maître Casero : Ebru Firat a été interpellée le 8 septembre dernier. Elle a été mise en examen et condamnée à 5 ans de prison pour appartenance au groupe terroriste PKK. Il faut savoir que cette organisation est cataloguée comme terroriste dans le monde entier, et notamment par l'ONU. Pourquoi ? Parce que cela a été une exigence imposée par la Turquie, il y a de cela très longtemps, afin de pouvoir entrer dans l'OTAN. Les Américains ont estimé qu'ils avaient besoin du sol turc pour des raisons logistiques et stratégiques. Aujourd'hui, en Turquie, le simple fait de soutenir publiquement les Kurdes suffit pour être considéré comme complice du mouvement terroriste. Ebru est originaire d'une famille Kurde. Elle s'est rapprochée du PKK dans les années 2015-2016 et est allée porter son soutien au Rojava, notamment, dans le cadre de la libération des villages. La libération de Kobané, en 2014, a certainement motivé son choix. Il faut ici rappeler la défense héroïque de cette ville qui s'est battue contre DAESH, isolée et délaissée par le reste du monde. A l'époque, des Kurdes de Turquie voulaient participer à cette défense, car beaucoup avaient de la famille en Syrie, mais l'État turc les a empêché de franchir la frontière. Ebru Firat a été formée dans les montagnes du Kandil, mais pour donner des soins, c'est-à-dire comme aide-soignante. Ce n'était, donc, pas une combattante puisqu'elle ne touchait pas aux armes. Dans les hôpitaux du Kandil, il y a bien sûr des Kurdes qui reviennent des combats, mais il y a aussi la population civile. Elle était rattachée au bataillon de femmes du YPG (mixte), mais aussi du YPJ qui a des bataillons composés uniquement de femmes. Au lendemain de la bataille de Kobané, il a fallu encore libérer tous les petits villages aux alentours. Elle s'est impliquée dans cette libération où elle était, aussi, interprète pour les volontaires Français partis au Rojava. Ebru Firat semble n'être représentée par aucun des membres du PKK toulousain. En tout cas, je n'ai jamais eu l'occasion de les rencontrer dans leurs divers rassemblements locaux. Il faut dire que c'est une fille qui a donné 7 ans de sa vie à la cause. Elle a fait sa part, puis ensuite elle a voulu faire sa vie. Elle est tombée amoureuse d'un gars et elle a voulu partir. Elle n'a peut-être pas su le dire en partant, mais elle n'a pas trahi. Ce n'est pas trahir que de prendre sa liberté. Il ne faut pas confondre

les choses. C'est la position que je soutiens en tant qu'avocate. Je pense qu'elle n'a pas à être traînée dans la boue par des gens qui sont restés à Toulouse et qui veulent donner des leçons aux autres.

Anarchosyndicalisme ! : Et en conclusion de tout ceci, quel espoir pour Ebru Firat ?

Maître Casero : Ebru était dans la prison des femmes à Istanbul. Elle était en isolement et considérée comme une prisonnière politique. Elle était dans une cellule de 3 mètres carré, au deuxième étage, et elle était toute seule. Elle avait droit à une heure de promenade, dans une cour d'environ 10 à 15 mètres carré. Elle n'avait qu'une amie qui, elle, se trouvait au premier étage, et c'est la seule avec qui elle pouvait parler. Sinon, le reste du temps, elle était seule. Elle avait demandé à être dans une cellule collective, et il semblerait qu'elle l'ait obtenu. Mais, elle n'y aurait pas été bien reçue. Elle traîne peut-être la réputation d'avoir trahi. Elle a pris 5 ans et nous avons fait appel. Maintenant, nous attendons la date. Avec un peu de chance, les choses devraient aller assez vite. Nous espérons que la peine sera réduite. Même les Turcs ont compris que ce n'était pas un chef de guerre, mais une simple exécutante, et d'ailleurs elle ne peut pas détenir de grand secret d'État. Nous ferons tout pour réduire sa peine et pour qu'elle puisse sortir le plus vite possible ou qu'elle puisse continuer de purger sa peine en France. Je compte beaucoup sur le fait qu'Erdogan n'ait aucun intérêt à la garder en prison. Je ne vois pas ce qu'elle pourrait représenter pour lui. Elle n'a pas d'argent, car si elle en avait, il est concevable qu'ils veuillent la garder dans le but de la faire payer. Mais, elle n'en a pas. De plus, elle n'avait aucune responsabilité politique au PKK, au Rojava ou ailleurs. C'est juste une fille qui a envie de faire sa vie, c'est tout.

Nous n'avons aucun soutien de la part du consulat Français qui nous a répondu qu'ils n'étaient pas obligés d'aller la voir et de la soutenir^{*7}. Mais, j'ai un espoir d'ordre pratique puisque Ebru est binationale. ///

-1. 20 % selon Leyla Zana, considérée comme une grande figure de la cause kurde. Elle précise que, sur ces 20 % de kurdes de Turquie, 5 % au moins seraient assimilés à des Turcs. Selon le recensement turc de 2008, la population kurde s'élevait à 16 % de la population nationale dont 14 %, soit 10 millions, était concentrée à l'ouest du pays. -2. Le parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, kurde : Partiya Karkerên Kurdistan) fut formé en 1978. D'abord, franchement orienté vers un nationalisme et un marxisme-léninisme revendiqués, il semblerait que depuis 2005 il ait changé d'orientation politique. Il nous faut cependant rester prudent sur les positions politiques revendiquées par le PKK, tant la situation est confuse et fluctuante et selon que l'on parle du Rojava, de la Syrie ou de la Turquie. -3. Parti démocratique des peuples (en turc : Halkların Demokratik Partisi) -4. Parti de la justice et du développement ou AKP (en turc : Adalet ve Kalkınma Partisi) -5. Guleniste : Mouvement islamiste et conservateur issu du nurculuk et dirigé par l'imam turc résidant aux USA, Fethullah Gülen -6. Un des fondateurs et le dirigeant du Parti des travailleurs du Kurdistan -7. Voilà comment l'Etat français soutient ceux qui luttent contre DAESH !

<https://www.facebook.com/Comite.National.Ebru.Firat/?fref=ts>

choisi notre camp ; c'est le camp de la liberté ! Et ce camp n'est pas celui d'une crapule qui soutient cette dictature. Il n'est pas, non plus, celui du pays de Walt-Disney, là où Donald trône en président, et qui n'a, bien entendu, jamais soutenu la révolution syrienne. Notre camp, tu l'auras compris, n'est pas dans le camp d'un Bachard qui déverse des tonnes de bombes sur des êtres humains, pas plus que dans celui des islamistes qui profitent de l'opportunité que leur offre ce chaos pour tenter d'imposer et de développer leur idéologie totalitaire.

Pour te tenir un peu plus sérieusement informé sur le sujet, nous te suggérons de consulter le livre de François Burgat et Bruno Paoli : *" Pas de printemps pour la Syrie "* (les clés pour comprendre les acteurs et les défis de la crise de 2011 à 2013). En voici un extrait : *" Cette guerre sans fin, alimentée par les jeux cyniques des grandes puissances et des États régionaux, se révèle d'autant plus malaisée à décrypter qu'elle fait l'objet de toutes sortes de désinformations "*. Très vite, tu pourras comprendre comment le chaos ambiant a pu permettre à des groupes djihadistes de se développer. Tu verras que la révolution syrienne n'a pas été soutenue et que l'islamisation du conflit n'a eu pour seul effet que de renforcer la position de Bachard Al-Assad. Plébiscité par ses pairs comme le grand défenseur de son pays face au terrorisme, députés et autres politiciens véreux irons soutenir publiquement son action. Sache que parmi les islamistes qui étaient emprisonnés et qui ont, sciemment, été libérés par Bachard (et pour cause), certains sont devenus de hauts responsables du Front Al-Nosra ou des cadres de l'État islamique (apparu en avril 2013). Ici, un témoignage recueilli sur radio-France, peut venir t'éclairer. C'est celui d'un réfugié que les mass-média appellent un "activiste pacifique". Ce réfugié était enfermé dans la même prison que ces islamistes et il nous dit : *" Parmi les personnes avec qui j'étais en prison, et qui ont été libérées, il y avait des gens comme Zaaran Allouche qui a pris la tête du Front islamique. Il y avait aussi Mohammad Al Joulani qui est aujourd'hui le chef du Front Al-Nosra. Toutes ces personnes étaient avec moi dans la prison de Saydnaya (...). Le régime syrien savait très bien ce qu'il faisait (en les libérant). Dès les premières manifestations, il a qualifié les protestataires d'extrémistes, de terroristes affiliés à Al-Qaeda. En libérant ces djihadistes, il n'a fait qu'accréditer ces accusations et cette stratégie a réussi "*.

Après d'autres recherches sur la révolution syrienne, nous avons trouvé un autre témoignage datant de juillet 2012. Il s'agit de celui d'un reporter belge, très apprécié des média alternatifs, et qui se rétracta à propos d'un de ses articles écrit en 2011(2) qui relatait qu'il ne se passait rien en Syrie. Cela fut très vite oublié après un autre de ses voyages en Syrie, cette fois-ci en 2012. Durant ce second séjour en Syrie, il réussit à échapper à la surveillance des services secrets et à rencontrer des révolutionnaires syriens qui le changeront à tout jamais. De retour chez lui, et après avoir été relâché de justesse des geôles de Bachard, il diffuse des reportages et des témoignages sur ce qu'il a pu voir et vivre en Syrie à ce moment-là. Il découle de ses différents entretiens que les miliciens de l'Armée Syrienne Libre (A.S.L) n'ont concrètement jamais reçu une quelconque aide logistique de qui que ce soit, contrairement aux groupes djihadistes qui ont reçu de nombreux aides et soutiens de la part de puissances étrangères. Composée essentiellement de civils et de soldats désert-

teurs, l'A.S.L était, à l'époque, un ensemble de groupes hétérogènes qui s'organisaient régionalement et de façon indépendante les uns des autres. Leur objectif était de *" vaincre l'armée du régime, mais aussi d'éviter la prolifération de certains groupes salafistes ou djihadistes "*. Leur nombre était suffisamment important pour que l'envoi de matériels, antichars et anti-aériens, eut pu faire changer le visage de la Syrie et de l'ensemble de la région.

En août 2013, la ligne rouge tracée par les États-Unis est franchie. Malgré un recours flagrant à l'arme chimique par le régime de Al-Assad, aucune riposte ne sera exercée à son encontre. Ce fut un pas supplémentaire dans l'escalade de l'horreur. Ceci vient parfaire la caricature des États qui entendent, seuls, guider (voire incarner) l'Humanité. Seul un cynisme sans borne leur permet, encore une fois, de fermer les yeux sur le massacre de populations civiles. Pis encore, sans aucun doute, fut le rôle joué par des médias alternatifs dont tu te plais tant à faire l'éloge. Ceux-là s'empresseront de déclarer que les armes chimiques furent lancées depuis une région rebelle. Alors que les miliciens de l'A.S.L. en étaient réduits à compter le peu de cartouches qu'ils avaient en réserve. Tu accuses les victimes d'être coupables d'utiliser du gaz Sarin (!), tout cela bien calé dans ton confortable petit fauteuil. Tu imagines peut-être que ces médias alternatifs sont meilleurs que les mass-médias traditionnels. Ne t'en déplaise, mais s'ils échappent au contrôle de la *nomenklatura* institutionnelle classique, ils se font néanmoins l'écho d'autres grandes puissances, tenus par d'autres milliardaires, au profit d'intérêts géo-stratégiques*2 concurrents.

Alors, d'après toi, quel serait, aujourd'hui, le bilan pour la Syrie, et surtout, pour les syriens ? ...

Pour nous, le résultat est clair. C'est une révolution brisée, abandonnée, trahie, et en un mot, sacrifiée ; tout ça pour aboutir à un conflit islamisé. La population a été décimée ou déplacée, dans sa grande majorité. Cela s'est fait sous le regard indifférent de la dite "communauté internationale". Les vainqueurs, de vrais vautours préférant régner en charognards sur des ruines plutôt que de céder un pouce de leur pouvoir, dont Bachard et Poutine. Alors, cher lecteur, nous t'invitons à prendre un peu plus de recul, à te poser la question de savoir à qui profite ces crimes contre l'Humanité. Ne pas dénoncer ces exactions, c'est s'en faire complice. Pour quelque alliance stratégique et la quête du pouvoir ... voit le visage réel de ceux que tu soutiens, et voit de quoi est faite la sauce mélenchon. Elle a le goût du sang, celui de vies sacrifiées par dizaines de milliers sur l'autel du pouvoir. ///

-1. http://www.lexpress.fr/actualite/monde/proche-moyen-orient/des-crimes-de-guerre-en-syrie-jean-luc-melenchon-evoque-des-bavardages_1839882.html -2. Wikipedia : 500 000 morts d'après les estimations de diverses ONG. Des attaques à l'arme chimique et de nombreux massacres, crimes de guerre et crimes contre l'humanité ont été commis, principalement par le régime syrien et l'État islamique. Par ses bombardements aériens massifs, le camp loyaliste syrien est responsable de la grande majorité des victimes civiles de la guerre. De plus, entre 100 000 et 200 000 personnes ont disparu dans les prisons du régime et au moins 17 000 d'entre-elles y ont été torturées à mort.

Portrait de José-Luis García Rúa

Nous publions, ici, une traduction de l'éloge de José-Luis Garcia Rúa qui a été écrite par un compagnon, Pedro Pablo Bazán, militant de la CNT en Espagne. Le texte original a été publié dans un journal régional grand public "La voz de Asturias". Si nous saluons l'action militante du compagnon en question nous ne souscrivons pas au ton idolâtre du texte, peu compatible avec l'anarchosyndicalisme

José-Luis García Rúa est décédé. Il a été dit de lui qu'il était philosophe, professeur, enseignant, latiniste, essayiste, écrivain, poète, anarchiste et anarchosyndicaliste militant parmi beaucoup d'autres choses. Mais il était, avant tout, un être humain qui voulait consacrer sa vie aux autres, et venger ainsi la mort de son père (membre éminent du syndicat de la Construction C.N.T. Gijon) qui fut tué pendant la guerre civile.

Il naquit le 31 Août 1923, le jour avant qu'une partie du groupe anarchiste "Los Solidarios", formé de militants de la C.N.T, procède à une expropriation (la plus grande jusqu'à ce jour-là) au siège de la Banque d'Espagne à Gijon.

Son avenir semblait tout tracé. Il grandit dans la ville de Gijón sous la dictature de Primo de Rivera et de la II^e République, tout en étudiant à l'École d'études supérieures Neutra, d'inspiration rationaliste, où il eut comme professeurs d'éminentes personnalités telles que Eleuterio Quintanilla et Avelino González Meched. Il a vécu en personne la révolution de 1934 et la guerre civile qui coûtât la vie à son père, tué au combat pendant le siège de Oviedo.

José-Luis aimait se souvenir de cette période à travers une anecdote qui eut lieu lors d'un bombardement de la Légion Condor. C'était presque la fin de la guerre sur le Front Nord, et il suivait la leçon de français de son professeur Quintanilla. Ce dernier avait informé les étudiants que, s'ils le voulaient, ils pouvaient se réfugier dans un abri anti-aérien mais que lui-même continuerait la leçon. José Luis ne bougea pas de sa place pendant que la leçon continuait. Il parlait toujours de ce moment-là comme celui d'un enseignement vital que lui avait transmis Quintanilla.

Lorsque son père mourut au combat, un milicien qui le veillait demanda à José-Luis s'il voulait voir le corps de son père. En contemplant le corps, l'enfant José-Luis se mit à pleurer et le Milicien lui dit alors : "Ne pleure pas. Quand tu seras adulte tu auras le temps pour le venger". José-Luis voulut y croire et c'est ainsi que, par son itinéraire de lutte et de dévouement aux autres, il a largement rempli son objectif.

Après la chute du Front Nord, il se

réfugia avec son frère à Olot, où il poursuivit ses études à l'école secondaire. Après la guerre, il trouva refuge dans une colonie de vieux et de jeunes à Logues (France) où il fit, là, sa première action par conscience militante. En effet, il avait entendu de nombreuses réclamations de la part des réfugiés espagnols à cause des carences alimentaires qu'ils subissaient et la réponse du maire de la ville qui déclarait que les 5 francs que le gouvernement républicain espagnol donnait pour chaque réfugié ne permettaient pas d'en faire plus. Mais, José-Luis lisait et parlait déjà le français et ayant lu dans un journal titré "El Alba" que le gouvernement Negrin donnait au gou-



vernement français 15 francs par réfugié espagnol, il découpa l'article et l'afficha avec une traduction en espagnol. Cela lui valut d'être interné dans les camps de concentration ; de "Barcarès", d'abord, et de "Argelès-sur-Mer", ensuite. Là, il entra en contact avec d'autres réfugiés espagnols, principalement les libertaires, qu'il admirait pour leur attitude de solidarité et de camaraderie qui ne s'observait pas dans d'autres groupes de réfugiés. C'est là qu'il rencontra, entre autres, Pepito - un militant des Jeunesses Liberales du quartier de La Arena de Gijon - lequel le reconnut comme fils d'Emilio Garcia et qui l'aida à s'installer dans le camp. Plus tard, Pepito réussira à survivre aux cruautés du camp nazi de Mauthausen-Gusen. Il rencontra également d'autres personnes qui avaient été des compagnons de lutte de son père.

Il fut impressionné par l'histoire d'un compagnon gijonés qui avait été fusillé et jeté du haut d'une falaise de la Colline de Santa Catalina à Gijon. Se reveillant plusieurs heures après sur une montagne de cadavres, et se voyant sans graves blessures, il réussit à s'échapper de la ville et à passer en France.

En Décembre 1939, José-Luis et son frère étaient demandés par leur mère qui était tombée malade. Cette dernière voyait sa propre sœur qui se retrouvait dans le besoin et qui nécessitait de l'aide. C'est à ce moment-là que José-Luis connut les misères et l'exploitation du monde du travail : par exemple, en travaillant dans la mine de La Camocha, en construisant des toits ou dans une usine de tuiles d'où il fut congédié pour s'être plaint de ses conditions de travail, etc. Ce jour-là, de retour au foyer familial, il raconta à sa mère ce qui s'était passé et son intention de poursuivre ses études secondaires : "Je vais étudier et plus aucun de ces fils de pute ne m'exploitera", telles furent ses paroles.

Il décida de continuer à étudier le baccalauréat en candidat libre et il le termina en deux ans. Bien que son intention initiale avait été de le faire en un an, cela avait été refusé par les autorités de l'éducation. Il commença alors le parcours dit de "Langues classiques", que l'on appellerait aujourd'hui "philosophie et lettres", à l'Université d'Oviedo d'abord, et, grâce à une bourse du Conseil municipal gijonés, à l'Université de Salamanque par la suite. Il obtiendra son diplôme de philosophie classique avec mention spéciale et il obtiendra son doctorat avec la thèse : "Le sens de l'intériorité chez Sénèque" (1955). En tant que professeur-adjoint de Antonio Tovar, il enseigna l'histoire de l'Antiquité et plus tard la philosophie latine. Puis, il obtint une bourse lui permettant de poursuivre ses études à la "Stiftung Maximillaneum" de Munich et il en bénéficia pour l'année scolaire 1952-1953.

En 1957, il renonce au poste d'adjoint à Salamanque et, en 1958, au poste de "lecteur d'espagnol" à l'Université de Mayence. De 1958 à 1971, il réside de nouveau à Gijon, où il se consacre à l'enseignement privé et s'engage entièrement dans la lutte clandestine d'opposi-

tion au régime franquiste. Membre fondateur en 1961 de GESTE, il crée, avec d'autres compagnons, une école ouvrière dans la rue Cura Sama, laquelle sera fermée par la police en 1965, année au cours de laquelle est également fermé GESTE, Théâtre de Chambre de Gijon, jusqu'à ce que ce dernier rouvre deux ans plus tard en tant que société culturelle.

De l'Académie de la rue Cura Sama, nous pouvons dire que l'objectif visé était "d'enseigner et de transmettre de la culture tout en suscitant de la réflexion". C'est avec cette intention que fut formée, en 1996, l'université du Peuple qui porte le nom de José-Luis et qui aujourd'hui encore continue ses activités, notamment en organisant la Semaine de l'université populaire José-Luis Garcia Rua qui comprend un cycle de conférences et d'événements culturels.

Presque tout le cadre antifranquiste de l'époque y fut formé, et citons comme exemples les noms de : Vicente Alvarez Areces, Guillermo Rendueles, Jose Luis Iglesias, Marcelo Garcia, Ramiro Diaz Medina, José Leopoldo Portela, Jose Ramon Herrero Merediz et un grand nombre de travailleurs et de militants anonymes. Comme conférenciers, il vit passer Manuel Julivert, Gustavo Bueno, Agustin Garcia Calvo, Sánchez Ferlosio etc.

Totalement impliqué dans la lutte antifranquiste, il aida les mineurs en grève en collectant de l'argent pour pouvoir préparer des colis alimentaires, et cela dans le magasin de sa mère situé dans la rue Prince de Gijon. Il aida aussi le F.U.S.O.A. Il appela à des rassemblements clandestins pour commémorer le 1^o mai. Il imprima et distribua de la propagande socio-syndicale et politique ainsi que beaucoup d'autres actions dont la majorité est tombée dans l'oubli.

Pendant les années soixante et soixante-dix, il subira de nombreuses représailles : il fut révoqué de sa nomination de professeur d'allemand à la Faculté de philosophie et de lettres de l'Université d'Oviedo pour son "opposition au régime" (1962), il fut également démis en tant que professeur d'allemand à l'École de commerce d'Oviedo (1964). Le doyen d'alors, Emilio Alarcos, écrivit une lettre dans laquelle il déclarait à propos de José-Luis : "Son père fut un éminent dirigeant de la C.N.T. et il mourut sur le front de Oviedo comme milicien rouge. Dans l'ordre moral, il a eu une trajectoire très confuse, et politiquement il est considéré comme un opposant politique au régime depuis qu'il a fondé une académie à Gijon laquelle a été fermée sur ordre de l'autorité et dans laquelle se

tenaient des colloques et des conférences, dont certains de caractère franchement marxiste. Il s'est fait passer pour fugitif du régime et, en ce qui concerne l'ordre intellectuel, il a toujours démontré de l'anticonformisme et de la rébellion ».

Sa fiche policière de l'époque parle de son activité à l'Académie de la rue Cura Sama : "Il diffuse un enseignement de culture générale de manière gratuite et avec une volonté cachée de diffusion culturelle". A propos des conférences tenues tous les samedis avec de nombreuses personnes, sa fiche indique : "ces conférences et colloques ont l'intention de faire connaître ces pseudo-intellectuels pour gagner la sympathie d'un public sélectionné à l'avance, ou par la suite, et qui peut s'avérer utile pour d'autres manœuvres probablement politiques". La fiche policière poursuit en affirmant que "sa conduite suit une ligne parallèle à celle de Gustavo Bueno, mais son irresponsabilité le conduit à un champ d'hostilité plus ouvert contre le régime" et "entre autres annotations qui peuvent être faites sur ce sujet", il signale comme plus important qu'il "assiste quotidiennement à une réunion informelle composée de communistes, d'intellectuels d'opposition et de quelque prêtre ou séminariste qui reçoivent de la propagande par courrier et des publications marxistes, que le 1^o mai il furent invités par l'intermédiaire de tracts à une manifestation sur la promenade de Begonia où, là, était présent Garcia Rua, d'un autre qui prétendait avoir été présent sur la promenade de la Playa pendant les grèves de 1964, on sait qu'il y participa également, et lors des grèves de cette année-là, il distribua une aide financière et il organisa un hommage à Eleuterio Quintanilla, franc-maçon, fondateur de l'école laïque, exilé à Bordeaux, tout en défendant dans la presse le personnage parce qu'il disait de lui qu'il fut son meilleur professeur".

En 1966, il dénonçait dans une lettre ouverte adressée à l'Unesco sa situation de persécuté par le franquisme.

En 1969, il fut l'un des fondateurs des Communes révolutionnaires d'action socialiste (CRAS), lesquelles, selon José-Luis lui-même, était une "organisation passerelle qui tente d'être un lieu de rencontre pour des positions différentes et qui atténue ou efface les différences de ses composantes". On pourrait dire que les C.R.A.S. étaient une plate-forme qui était destinée à unifier la lutte clandestine contre Franco. Lors de sa dissolution, ses membres formèrent le noyau fondateur de la C.N.T. à Gijon.

À la fin de 1971, après avoir déménagé en Andalousie, il commence à enseigner à l'Université ouvrière de Cordoue d'où il est expulsé. En 1972, il est également expulsé de l'Institut Sénèque, dans la même ville. Au cours de l'année scolaire 1972-1973, il commence à enseigner l'histoire de la philosophie au Collège Santo Reino, dans la ville de Jaén, et cela jusqu'en 1975, année où il passe à l'Université de Grenade. Depuis 1976, et après avoir gagné sur un contentieux contre l'Etat, au tribunal de Séville, il est titularisé professeur-adjoint puis professeur dans cette université, où il enseignera l'histoire de la philosophie et où il prendra sa retraite comme professeur émérite.

Pendant tout ce temps, il a activement participé à la reconstruction de la C.N.T., participant aux deux premiers meetings publics après la guerre civile. Le premier se tint à La Felguera et le second à Gijon. Il a occupé différents postes à responsabilité au sein de la C.N.T., en tant que Secrétaire Général de la région andalousie en deux occasions, puis comme secrétaire général du Comité national de 1986 à 1990 - mandat au cours duquel fut gagné devant la Cour suprême le contentieux sur l'acronyme C.N.T. lequel fut maintenu malgré la scission d'une partie de l'organisation qui est depuis lors connue comme la C.G.T. - ensuite, il fut, par deux fois, directeur du journal "C.N.T.", et encore, pendant les années 1997 à 2000, il fut Secrétaire général de l'Association internationale des travailleurs (A.I.T.).

Sa tâche fut rude et ardue et il fit un grand travail de propagande et de militantisme dans la C.N.T. Et cela jusqu'à son dernier souffle. Un exemple notable : le 1^o mai dernier il participait encore au meeting que la C.N.T. organisait à Grenade. Comme fait marquant, il faut souligner qu'il exigea que, pendant son mandat de Secrétaire général, le siège du Secrétariat permanent soit à Madrid et non pas sur le lieu de résidence du Secrétaire-général comme cela était devenu l'habitude. Il avait un couchage dans les locaux de la C.N.T. de Madrid où il dormait souvent après d'intenses journées consacrées à son travail de Secrétaire-général.

Jamais il ne fit de prosélytisme à propos de ses idées en tant que professeur, mais il fut toujours puni pour ses idées dans l'exercice de ses fonctions professionnelles, dans le cadre de son travail. Finalement, la vie l'a quitté le matin du 6 Janvier 2017 à l'âge de 93 ans, après avoir largement vengé (comme indiqué au début) la mort de son père.//

LES MOUTONS

En novembre 1888, quand il écrivit le pamphlet anti-électorale « La grève des électeurs », l'écrivain anarchiste Octave Mirbeau connaissait sans aucun doute fort peu de choses de la vie et des mœurs des moutons. Peut-être, avait-il en tête, pendant qu'il écrivait sa diatribe, le héros de Rabelais, Panurge ; Panurge qui, pour se venger d'un berger mal élevé, jeta un de ses moutons à la mer. Le comble de l'histoire, c'est que le reste du troupeau se jeta aussi à la mer à la suite du premier mouton. L'électeur, nous dit Octave Mirbeau, est plus stupide encore que le mouton puisque si «... les moutons vont à l'abattoir ; ils ne se disent rien, eux, et ils n'espèrent rien. Mais au moins ils ne votent pas pour le boucher qui les tuera, et pour le bourgeois qui les mangera. Plus bête que les bêtes, plus moutonnier que les moutons, l'électeur nomme son boucher et choisit son bourgeois».

Grâce aux travaux des éthologues^{*1}, nous en savons, aujourd'hui, un peu plus sur les comportements de ces délicieux animaux et, à n'en pas douter, notre auteur aurait eu la dent moins dure à l'égard de ce sympathique animal s'il avait connu leurs travaux. Ces spécialistes du comportement animal nous apprennent, par exemple, que lorsqu'ils sont attaqués par des prédateurs (par exemple des chiens ou des loups) tous les grands herbivores (cervidés, mouflons, etc) se dispersent et s'enfuient dans toutes les directions. Les moutons, quand ils sont attaqués par le loup ont, eux, tendance à se regrouper, à former une masse compacte. Ce comportement est la conséquence de leur lente domestication qui dure depuis des millénaires (le mouflon, l'ancêtre du mouton, est domestiqué depuis le néolithique). Les éleveurs ont, au cours des siècles, sélectionné les individus présentant ce caractère grégaire qui les intéressait beaucoup puisqu'il facilite énormément les opérations de gardiennage. La vue d'une foule de moutons rassemblés, cette situation, aussi peu naturelle qu'anormale, déclenche chez le prédateur un stimulus de tuerie (un delirium tremens, dirions-nous) qui le pousse au massacre. Si, lorsqu'il se trouve dans une situation normale, le loup se contente de tuer juste ce qu'il lui faut de proies pour satisfaire ses besoins alimentaires, il s'avère que, dans cette situation pour lui aberrante, il est pris d'une sorte de frénésie meurtrière. Il tue tout ce qui lui tombe sous la dent !

Le mouton est donc victime des comportements anti-naturels que l'homme lui a inculqués tout au long des millénaires qu'ont duré sa sélection et sa domestication. Ce



traitement l'a, peu à peu, transformé en une créature "artificielle", aussi docile et craintive que grégaire, dont la morphologie et les comportements correspondent aux exigences de l'éleveur mais sont parfaitement inadaptés à la vie sauvage. En effet, jadis, pour se protéger des dangers de la prédation, les facultés de grimpeur de son ancêtre, le mouflon, lui permettaient de se réfugier dans les parois rocheuses. Mais, l'homme étant passé par là, de ces facultés naturelles, il ne lui reste rien.

A n'en pas douter, cette histoire aurait réjoui Octave Mirbeau. Le mouton est

comme l'électeur ; l'un est victime de sa relation avec ses maîtres, les hommes, l'autre de la confiance qu'il accorde à l'État et à ses politiciens.

Sans doute aussi, Octave Mirbeau aurait-il introduit un troisième personnage dans son histoire. Le comportement des politiciens, et tous les événements liés aux campagnes électorales le confirment, présente beaucoup de similitudes avec celui du loup. Quand il se trouve devant une foule de brebis bêlantes qui se regroupent au lieu de s'enfuir dans toutes les directions, le loup est pris de cette frénésie qui le pousse à tuer excessivement. Le politicien, quant à lui, lorsqu'il voit des foules d'électeurs crédules qui, d'un pas alerte et l'âme en paix, vont, par un beau dimanche, déposer un bulletin dans une urne, sait que ces derniers abdiquent ainsi leur libre arbitre. Il sait, aussi, que les électeurs lui donnent, en échange de quelques vagues promesses et autres boniments, la possibilité d'agir à sa guise et de décider en leur lieu et place de ce qui est bon pour eux. Et enfin, le politicien est, lui aussi, pris d'une frénésie mégalomane et d'un sentiment d'impunité quasi-totale qui, d'un seul coup, le transforment en un loup pour ses congénères qui acceptent docilement leur rôle de mouton ... de Panurge. La maxime anarchiste suivant laquelle « le pouvoir rend fou » sera donc utilement complétée par « la docilité des électeurs contribue à alimenter la folie des grands élus, ces mégalomanes convaincus ».

Pour terminer, et puisque nous rentrons en période de mascarade électorale, nous laisserons la parole à Octave Mirbeau : « Ami, s'il existe, en un endroit ignoré, un honnête homme capable de te gouverner et de t'aimer, ne le regrette pas. Il serait trop jaloux de sa dignité pour se mêler à la lutte fangeuse des partis, trop fier pour tenir de toi un mandat que tu n'accordes jamais qu'à l'audace cynique, à l'insulte et au mensonge. Je te l'ai dit, bonhomme, rentre chez toi et fais la grève. //

-1. Spécialistes de l'étude du comportement des animaux.